



# LES NOUVEAUX MOYENS DE PAIEMENT

Outils et enjeux de stratégie nationale en  
Fédération de Russie

---

BERTHOUMIEUX Vincent, BURGARD Roch, DRISS Lema, FLACHERON Maxime, GALLEE Amélie, Le GOAS Hoëlle, NAAB Abdel, PELLETIER Paul

## Table des matières

Sommaire.....	2
Introduction.....	3
<b>I. Les enjeux des nouveaux moyens de paiements.....</b>	<b>8</b>
A. La structuration de l'environnement institutionnel .....	8
L'écosystème juridique .....	8
Les organismes intermédiaires .....	10
B. L'émergence progressive de nouveaux outils.....	12
L'émergence de technologies disruptives : les cryptomonnaies .....	12
Les nouveau systèmes transactionnels.....	14
<b>II. Stratégies nationales des nouveaux moyens de paiement .....</b>	<b>18</b>
A. La réponse structurelle aux défis des sanctions Occiden-tales .....	18
La « préférence nationale » .....	18
Le contrôle de la donnée, enjeu de souveraineté .....	21
B. Les moyens de paiement comme outils de projection de puissance .....	25
Des outils de projection de puissance dans l'Etranger Proche .....	25
La stratégie de sécurité économique .....	27
Conclusion.....	31
Bibliographie .....	33
Annexes .....	36

## INTRODUCTION

Afin d'appréhender au mieux le panorama des nouveaux moyens de paiement russes, il semble utile de revenir sur les grandes périodes économiques qui ont façonné le « miracle économique russe » à partir de 1992.

Les faiblesses structurelles de l'URSS ont débuté au début des années 1970, par la combinaison de facteurs de déstabilisation - à savoir un nationalisme en exergue, une troisième révolution industrielle qui a peiné à s'ancrer dans le tissu industriel et l'instabilité du secteur énergétique. Ces trois facteurs combinés furent d'autant plus néfastes qu'ils ont été confrontés à l'inertie des cadres politiques, qui se sont révélés dans l'incapacité d'intégrer les bouleversements économiques et technologiques de la fin des années 1990. Ce manque d'appropriation technologique laisse le système bancaire russe dans une situation d'inadaptation, qui causera sa faillite et précipitera les grandes réformes libérales. Ces profonds bouleversements l'empêchent de concevoir et de développer des moyens de paiement innovants lui étant propres. Ainsi, les failles conjoncturelles de l'économie russe l'ont obligé à recourir à des outils étrangers pour assurer des moyens de transactions, et de ce fait à céder une partie de sa souveraineté bancaire aux leaders américains du marché. En 1990, les premières tentatives de réformes économiques d'inspiration libérale dite « d'économie de marché réglementée » constituent les premières étapes d'une « thérapie de choc » économique, marquée par des réformes institutionnelles rapides et drastiques.

L'idée était ainsi d'instaurer d'un climat d'investissement favorable pour les entreprises, basé sur une réglementation minimale de l'État. Les réformes de Gaïdar sont le point d'orgue de cette thérapie du choc économique issue du courant libéral de l'école de Chicago. Néanmoins, ces réformes qui ont suivi l'effondrement de l'URSS ont ouvert la boîte de Pandore, puisqu'elles se sont traduites par un effondrement de l'activité productrice et de son développement technologique. L'effondrement du système social soviétique a entraîné une grave détérioration du niveau de vie. De ce fait, des millions de Russes ont été plongés dans la pauvreté en raison de la dévalorisation de leur épargne par

une hyperinflation massive, atteignant jusqu'à 200 %. De plus, la privatisation et la dissolution des avoirs de l'État laissés à l'URSS ont permis à une grande partie de la richesse du pays d'être confiée à un petit groupe de puissants dirigeants d'entreprises. Si le programme de privatisation par coupons a permis à quelques oligarques de concentrer les ressources financières et productives du pays au sein d'un groupe restreint et proche du pouvoir ; cette période de libéralisation des prix reste l'une des étapes les plus controversées des épisodes successifs de réforme.

Ainsi, trois périodes ont façonné le paysage économique russe : soviétique (1989-1992), puis dite de « privatisation par coupon » (1992 - 1994), méthode par laquelle les citoyens pouvaient acheter à moindre coût un carnet de coupons représentant des actions potentielles d'une entreprise d'État, et enfin une période dite « monétaire » durant laquelle l'accent était mis sur le renforcement du rouble. Les résultats souhaités ont été atteints, mais à un coût prohibitif qui a miné durablement la confiance de la population en les institutions économiques et qui marque profondément les pratiques socioéconomiques, notamment dans le processus d'investissement. Cet héritage est toujours bien visible dans les comportements des agents économiques russes. Cela explique en partie la prééminence de l'État dans l'innovation technologique qu'implique l'essor des nouveaux moyens de paiement. De plus, la Russie ayant un taux d'épargne très élevé (35 %), cela explique le mécanisme de « dollarisation et euroïsation » de l'économie.

L'industrie russe est symptomatique des politiques de rentes qui ont jalonné presque toute son histoire économique. L'histoire de la formation de sa structure industrielle permet de mieux comprendre l'intérêt de développer ses propres moyens de paiement. Plus généralement, cela permet aussi de mieux intégrer la logique de développement économique russe qui sous-tend cette volonté d'autonomisation technologique. Jusqu'au 20<sup>ème</sup> siècle, l'État rentier que constitue la Russie n'avait absolument pas besoin de développer autre chose que ses industries extractives rentables. Aujourd'hui, la rente s'essouffle et seule une industrialisation à haute valeur ajoutée serait en mesure de compenser des revenus gaziers.

De plus, il semble crucial d'appréhender les différentes strates qui composent l'économie productive russe : l'économie souterraine prend une importance majeure, même si elle n'est pas forcément illégale, ni constamment associée au marché noir. En effet, l'économie informelle ainsi que les économies non enregistrées fiscalement en composent la majeure partie, le reste étant illégal au regard de la loi. Ce sujet, bien qu'éloigné, nous permet une fois de plus de comprendre les comportements des agents économiques russes. Au travers de cette

économie souterraine, ces derniers expriment différentes postures sociétales - comme la réaction à des institutions inefficaces ou corrompues, à l'ignorance des besoins de la société et des principaux intérêts de la population, à des impôts élevés, mais aussi à des sorties massives de capitaux qui endommagent le cycle reproducteur du développement économique. Le rôle de l'Etat est aussi prépondérant dans le paysage économique russe : ce dernier contrôle la majeure partie du PIB, même si les entreprises russes sont généralement des petites et moyennes structures, essentiellement privées. Héritage historique, le rôle de la privatisation engendre une concentration de la propriété et une réduction conséquente du petit actionariat. Cependant, les réformes étatiques successives relatives à la privatisation laissent voir une transformation structurelle des entreprises d'Etat, qui deviendront sans doute plus compétitives dans l'intérêt des particuliers et de l'appareil productif.

Au cours des vingt dernières années, l'attitude des Russes à l'égard des banques a été ambivalente. De l'absence de confiance à la joie fébrile des taux d'intérêt générés par le boom pétrolier et enfin un retour aux doutes au cours de la dernière crise financière des subprimes. En outre, bon nombre des difficultés de l'époque sont encore d'actualité, car la libéralisation de ce secteur n'a pas été systématique. L'historique de la formation du système bancaire russe permet une meilleure compréhension de l'environnement institutionnel dans lequel évoluent ces nouveaux acteurs et leurs technologies. En 1991-1992, un réseau de banques commerciales fut créé, sous la supervision de la BCR<sup>1</sup> à partir de branches bancaires spécialisées issues de l'ancienne Banque d'Etat d'URSS. Ce démantèlement s'accompagna de la création d'un réseau de caisse de dépôt, filiales de la Banque centrale. Cela fut suivi par l'adoption de textes législatifs destinés à règlementer davantage les opérations bancaires sur les principes du marché. La BCR devait prendre en charge l'émission de monnaie, tandis que les banques commerciales devaient traiter avec les entreprises et les particuliers. Cependant, la manière dont la transmission a été gérée a permis à l'Etat de garder la main sur la majorité des banques commerciales.

L'introduction de l'ensemble de ces réformes de marché a favorisé la faiblesse et l'instabilité du secteur du système bancaire. La crise de 1998 a entraîné une vague de faillites, y compris des grandes banques, et a provoqué une fuite de capitaux qui a conduit une grande partie de la population à perdre toute confiance dans les banques. Néanmoins, cette période de défiance fut de courte durée : lorsque les prix du pétrole ont atteint de nouveaux sommets au début de la décennie 2000. Durant la crise de 2008, le gouvernement a injecté de

---

<sup>1</sup> Banque centrale de Russie

l'argent dans l'économie et a tout d'abord dirigé l'aide vers les banques d'État, ce qui a conduit à une centralisation du système bancaire. Pendant la crise, deux cent milliards de dollars d'or et de réserves en devises ont continué de soutenir le taux de change du rouble. En raison d'un taux d'inflation élevé, la Russie a un taux d'intérêt plus élevé, ce qui rend certains projets d'investissement non rentables. Les dernières années ont été marquées par une tendance à l'entrée des banques étrangères sur le marché russe, ce qui a amélioré les services et réduit les taux d'intérêt.

L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine marque un renouveau, caractérisé par l'organisation du « capitalisme sauvage » mis en place dans la décennie 1990 sous Boris Eltsine et l'éradication de la corruption, en particulier dans le secteur bancaire. En effet, un certain nombre de banques ont été impliquées dans des opérations frauduleuses, par leur participation active à des systèmes de pyramide financière, dont certains étaient gérés par le gouvernement. La pyramide des obligations d'État à court terme a accumulé des fonds considérables avant son effondrement en 1998, attirant la quasi-totalité des stocks d'argent disponibles. La crise financière provoquée par l'effondrement du cours du pétrole et les sanctions liées à la Crimée — dont le pic fut 2017 — a de ce fait entraîné un important épisode « d'assainissement » du secteur bancaire russe. La BCR a annoncé la mise en place de mesures destinées au renforcement de la stabilité financière des banques via la participation de la BCR comme investisseur principal, aidée de moyens issus de fonds de consolidation du secteur bancaire.

Ainsi, dès 2015, la BCR a opéré un retrait de licences à certains organismes de crédit. En tout, près de trois cents banques ont été mises en faillite depuis l'arrivée d'Elvira Nabiullina à la tête de la BCR. Cette dernière a néanmoins identifié onze banques dites « systémiques », soit des piliers que l'État est obligé de sauver ; afin d'éviter un effet dit « domino » et donc un deuxième épisode de la crise des subprimes. Tout ceci pour limiter l'impact sur les consommateurs dans un contexte de stagnation économique. Cet épisode d'assainissement passe donc par une prise de participation croissante de l'État russe dans le secteur bancaire au détriment des acteurs privés. « Il n'y aura bientôt plus en Russie que quelques banques privées » précise l'oligarque Alexandre Lebedev, propriétaire de la National Reserve Bank. L'État détiendra ainsi près de 80 % du secteur bancaire alors qu'il n'en détient que 60 % aujourd'hui<sup>2</sup>. Cependant, la volonté de la Russie d'intégrer l'OMC<sup>3</sup> l'a obligée à reconsidérer son attitude à l'égard des banques étrangères.

---

<sup>2</sup> NP, « Le secteur bancaire russe poursuit sa cure d'assainissement », *Le Monde*, 22/08/2017

<sup>3</sup> Organisation Mondiale du Commerce, que la Russie a rejoint en 2011

La BCR se pose donc en principal régulateur du système bancaire russe. Elle est en charge de l'octroi des licences aux nouveaux organismes de crédit et de la définition des principes de gestion et des normes comptables du système bancaire russe. Enfin, dans le cadre des sanctions occidentales causées par la crise de Crimée en mars 2014, le blocage des systèmes de paiement Visa et Mastercard a été mis en place à l'encontre de quatre banques russes. En réaction à cette « déconnexion partielle », la BCR a établi un nouveau système de paiement par carte bancaire, le système national de cartes de paiement « MIR ».

Ainsi, nous verrons dans quelles mesures le développement de nouveaux moyens de paiement permettrait à la Russie de s'affranchir de la prééminence des solutions étrangères. En quoi ces moyens de paiement seraient des éléments constitutifs de la stratégie globale de « sécurisation économique » ?

Cette question sera étudiée en deux temps, à commencer par un état des lieux des nouveaux moyens de paiement en Russie ; puis par l'étude des stratégies nationales russes qui découlent de l'adoption de ces nouveaux moyens de paiement.

---

## I. Les enjeux des nouveaux moyens de paiements

La perte de contrôle sur sa politique financière dans les années 90 a poussé l'administration fédérale à recentraliser la prise de décision entre ses mains. Cette politique de restauration de la souveraineté de la Fédération de Russie, priorité des présidents Poutine et Medvedev depuis l'an 2000, passe par des lois de « préférence nationale » ou même par la prise de contrôle de secteurs-clés par des holdings d'État. En effet, la particularité de la politique du Kremlin depuis le premier mandat de Vladimir Poutine a été de faire de l'économie un outil de la puissance russe tout en maintenant un cadre libéral. Comme on le verra par la suite, le secteur financier et les moyens de paiement ne font pas exception à cette règle.

### A. La structuration de l'environnement institutionnel

#### L'écosystème juridique

Les infrastructures des marchés bancaires et financiers de la Russie ont rapidement évolué en réponse à la croissance économique, à l'innovation technique et aux initiatives en matière de réglementation. Ces changements augmentent l'efficacité du système de paiement russe et lui permettent de s'aligner sur les normes internationales. Le système bancaire joue un rôle clé dans le soutien du système de paiement national, car il constitue le principal canal des transactions de paiement dans l'économie. Les instruments de paiement autres que les espèces comprennent les virements, les prélèvements, les chèques, les cartes de paiement et la monnaie électronique. Cependant, tous ne sont pas utilisés de la même manière et le principal moyen utilisé est le virement, qui englobe la majeure partie des paiements, talonné de près par le paiement en espèces qui reste fort en Russie<sup>4</sup>.

Il y a une tendance croissante dans l'utilisation des cartes de paiement. Le marché national des cartes de paiement comprend principalement des systèmes de paiement internationaux par carte. Le volume des transactions a fortement augmenté ces dernières années, tandis que la valeur moyenne des transactions est restée modeste. Les services bancaires par Internet et les services de paiement mobiles sont en plein essor et sont en train de bouleverser profondément le secteur. Le marché des paiements est en évolution permanente, il amène constamment de nouveaux acteurs sur la scène nationale. Outre les établissements de crédit et la Poste russe, qui fournissent traditionnellement des services de paiement, des fournisseurs non bancaires sont entrés sur le marché en tant qu'agents, fournissant de nouveaux services et proposant des instruments de paiement innovants aux consommateurs.

---

<sup>4</sup> Données de la BCR, cf. annexe 5 « Chiffres clés du système de paiement »



Le développement du système de paiement russe nécessite un cadre juridique solide, qui constitue une priorité essentielle pour la BCR. Une nouvelle loi fédérale sur le système de paiement, élaborée par le ministère des Finances et la BCR, a été adoptée en juin 2011. Cette loi régit les différents types d'opérateurs de paiement, de systèmes et infrastructures de paiement et de mandats avec le rôle de régulateur confié à la BCR pour superviser l'intégralité de ces systèmes de paiement nationaux.

Le système de paiement national est régi par le Code civil et diverses lois fédérales ainsi qu'au règlement de la BCR. Il définit également les termes des accords sur les dépôts et les comptes bancaires, les instruments de paiement et les responsabilités des participants au système de paiement.

La loi fédérale « *Sur la Banque Centrale de Russie* » définit les objectifs, les fonctions et les pouvoirs de la BCR en ce qui concerne les systèmes de paiement et les transferts de fonds liés au règlement des transactions. La loi fédérale « *Sur les banques et les activités bancaires* » régit les activités des établissements de crédit en Russie, détermine leur statut juridique, établit les règles pour leur enregistrement et définit la liste des opérations que seuls les établissements de crédit agréés par la BCR peuvent réaliser.

En 2010, la loi fédérale « *Sur l'activité des agents de paiement en matière de réception de paiements de particuliers* » et ses modifications législatives sont entrées en vigueur. Elle fournit la base légale pour le développement de systèmes d'agents permettant de recevoir des paiements de particuliers via des agents de paiement et des agents de paiement bancaires<sup>5</sup>.

Les principales dispositions de la loi sont les suivantes :

- Définition de la monnaie électronique et procédures de transfert de celle-ci ;
- Obligation pour les établissements de crédit offrant des services de transferts de monnaie électronique d'adopter le statut d'opérateurs de monnaie ;
- Mise en place de procédures d'interaction entre les opérateurs de téléphonie mobile et les opérateurs de monnaie électronique ;
- Mise en place de procédures d'enregistrement des opérateurs de système de paiement à des fins de supervision.

L'objectif principal de cette loi est d'établir un cadre juridique sain et stimulant pour le fonctionnement du système de paiement national basé sur des principes communs.

Ces lois établissent les définitions des systèmes de paiement de dimension systémique. Au regard de la complexité de ces opérations, des exigences supplémentaires sont demandées concernant la sécurisation des infrastructures du système de paiement. Il y a notamment une

---

<sup>5</sup> Loi fédérale « Sur l'activité des agents de paiement en matière de réception de paiements de particuliers » (section 1.1.2.3)

disposition qui oblige les établissements à intégrer des processus de gestion des risques dans les systèmes de paiement affirmant bien la démarche de protection du secteur.

Les contrats entre la BCR et ses clients sont conformes à la législation civile et ne devraient en principe pas être en contradiction avec les normes fédérales. Toutefois, conformément au principe de liberté contractuelle établi dans le Code civil, les contrats peuvent comporter des dispositions non prévues par la législation afin de parer aux éventuelles revendications de spécificités régionales.

### Les organismes intermédiaires

Les organismes intermédiaires se placent comme des acteurs incontournables dans le développement des moyens de paiement. La Poste russe dispose d'un vaste réseau de bureaux de poste. Cet acteur propose, outre des services postaux, une large gamme de services financiers et de télécommunications. Les envois de fonds sont l'un des plus importants services financiers. En 2002, le Système de remise unique des envois postaux (SPRS) a été lancé par un programme fédéral visant à promouvoir le développement des envois de fonds électroniques en utilisant de nouveaux moyens de paiement comme la cryptomonnaie et les portefeuilles.

### *Les agents de paiement bancaire*

Un agent de paiement bancaire<sup>6</sup> reçoit et traite les paiements bancaires de particuliers en plus d'exercer d'autres activités pour le compte d'un établissement de crédit. Ils occupent une place de plus en plus importante sur le marché des services de paiement de détail. Ces agents permettent aux particuliers de payer rapidement des biens et des services via des terminaux de paiement. Il ne s'agit pas d'un guichet automatique, mais d'un dispositif en libre-service qui accepte les paiements en espèces, mais ne peut pas être utilisé pour retirer de l'argent. Dans les faits, un client règle une facture pour des biens et des services en payant en espèces ou en utilisant une carte de paiement auprès du point de réception de l'agent. Celui-ci peut être un terminal de paiement en libre-service ou la succursale d'un agent de paiement, telle qu'un magasin ou un kiosque. Les fonds sont ensuite transférés sur le compte de l'agent de paiement auprès d'un établissement de crédit. Le règlement s'effectue soit par le biais de comptes auprès du même établissement de crédit, soit via des comptes de correspondants ouverts auprès de la BCR ou d'autres établissements de crédit.

Il est important de bien intégrer le rôle des autres organes des secteurs privés et publics. L'Association des Banques Régionales (ARB) a été créée en 1990. Elle a pour objectif de développer et de renforcer le secteur bancaire en améliorant la capitalisation des banques, en créant les conditions économiques et juridiques permettant d'attirer des ressources d'investissement

---

<sup>6</sup> Personne morale ou une personne physique autorisée à accepter des paiements de clients pour le compte de fournisseurs de biens et de services sur la base d'accords conclus avec les fournisseurs.

dans le système bancaire russe, en garantissant une concurrence loyale et en renforçant l'efficacité des entreprises. Sa fonction la plus importante est de regrouper les intérêts des banques régionales, des organes administratifs fédéraux et régionaux et de la BCR, en vue d'améliorer les systèmes et services bancaires et de paiement en Russie.

L'ARB regroupe environ 80 % des banques russes qui détiennent collectivement plus de 92 % du capital bancaire total des établissements de crédit en exploitation et plus de 93 % du total des actifs du système bancaire du pays. L'ARB compte actuellement sept cent quatorze membres, dont cinq cent quarante six établissements de crédit.

Concernant la coopération de l'ARB avec les autres acteurs présents sur le marché russe, on peut citer les liens avec la BCR. Ils coopèrent sur d'importantes questions relatives au développement du système bancaire, ainsi qu'avec des associations et syndicats bancaires régionaux et avec la communauté bancaire régionale russe.

L'ARB contribue au développement du système de paiement national. Le Comité sur les systèmes de paiement et l'organisation des règlements fonctionne au sein de la structure de l'ARB, en liaison permanente avec l'association des banques régionales. Les réunions tenues par le Comité avec des représentants de la BCR et des établissements de crédit ont notamment pour objet l'élaboration d'un projet de réglementation des activités du système de paiement russe. Il analyse la législation russe et la pratique internationale en matière de systèmes de paiement et de règlement et propose des améliorations à la réglementation de ceux-ci. Il contribue également à l'élaboration et à la mise en œuvre des normes de paiement internationales. Les présentes associations travaillent de concert au développement des moyens de paiement, mais surtout au perfectionnement de son environnement juridique et commercial.

Le dernier acteur à évoquer est la BCR. Fondée le 13 juillet 1990, ses fonctions sont attribuées par l'article 75 de la Constitution fédérale de Russie. C'est d'abord l'institution responsable de la politique monétaire, qui est l'un des principaux instruments de la politique économique. Elle est juridiquement indépendante du pouvoir exécutif. La législation rend responsable cette organisation pour un fonctionnement efficace du système de paiement national, de la surveillance et du contrôle quotidien de ce dispositif. Sont donc établies des règles pour effectuer des paiements sur le sol de la Fédération de Russie, qui se réserve le droit exclusif d'émettre des espèces et d'en organiser la circulation. De plus, elle définit la procédure à suivre pour effectuer des paiements avec des organisations internationales ou personnes physiques et morales.

En tant que protecteur des établissements de crédit, elle se pose en prêteur de dernier recours à ces organismes et offre des facilités de refinancement. Pour assurer sa supervision sur tout le territoire russe, elle prend appui sur des succursales régionales appelées « banques nationales ». Celles-ci jouent un rôle primordial pour une organisation et une réglementation efficace des paiements et des règlements dans les neuf fuseaux horaires du pays. Se révèle alors une surveillance à deux niveaux : au niveau fédéral, avec le département de la BCR chargé de

la surveillance des moyens de paiement de la Banque de Russie, et au niveau régional avec les « banques nationales ». Cette surveillance à deux niveaux reflète des sous-systèmes centralisés et régionaux interconnectés.

Concernant l'organisation de la circulation de la monnaie fiduciaire (pièces et billets) dont l'unité monétaire fixée est le rouble, seule la BCR est habilitée à émettre des coupures, à les approuver, à organiser leur circulation et leur destruction. De ce fait, elle met en œuvre des mesures anticontrefaçon et développe de nouvelles fonctionnalités préventives pour les billets et les pièces. Dans un but de limitation de la circulation de monnaie, aucun paiement en espèces pour honorer un contrat entre deux parties n'est autorisé si elle dépasse cent mille roubles. Par ailleurs, il est important de noter que hors contrat, soit entre deux particuliers, une transaction en espèces de plus de cent mille roubles s'effectue en parfaite légalité puisque la transaction n'est pas contractuelle. La circulation de la monnaie est strictement encadrée depuis sa fabrication, en passant par son stockage, son transport et son utilisation.

Quant à l'organisation des paiements qui ne se font pas en espèce, la BCR coordonne et réglemente de la même manière l'organisation des paiements et des transferts de fonds, conformément au règlement du « marché russe des valeurs mobilières ». Des règles, des instruments, un calendrier et des normes sont établis pour la réalisation de paiements autres qu'en espèce, qui sont tout de même effectués en rouble et en devise étrangère. La loi habilite également la BCR à effectuer des opérations bancaires pour le compte d'organes étatiques, de collectivités locales autonomes, d'organes directeurs et de leurs organisations, ainsi que des fonds extrabudgétaires.

De manière générale, la BCR est propriétaire et exploitante de son propre système de paiement. Ce logiciel a été conçu et développé par la BCR. Par conséquent, les infrastructures sont conçues pour répondre aux exigences de modifications et de continuité des activités. En tant que propriétaire, régulateur, gestionnaire et superviseur du système de paiement, la BCR prend les mesures appropriées pour tendre à développer le système en fonction des besoins de l'économie. En tant que régulateur chargé de la supervision du système de paiement national, la BCR joue un rôle prédominant dans la gestion et l'intermédiation entre les acteurs présents sur les systèmes de paiement importants.

## B. L'émergence progressive de nouveaux outils

### L'émergence de technologies disruptives : les cryptomonnaies

Élément aujourd'hui incontournable des nouveaux moyens de paiements, les cryptomonnaies sont au cœur de l'enjeu du contrôle souverain des échanges. Décentralisées, les chaînes de blocs qui contiennent toutes les transactions sont ouvertes à tous. Cependant, les identités des personnes échangeant leurs cryptomonnaies sont entre les mains des brokers,

qui sont la porte d'entrée principale sur ces échanges. En l'occurrence, les principaux vendeurs de cryptomonnaies en Russie — en grande majorité russes — sont volontairement flous quant au lieu de conservation des données. Généralement situées dans des paradis fiscaux, les plateformes de vente en ligne telles que *i-obmen.biz*, *wm. express*, ou encore *netex24.net* ne donnent aucune information sur le stockage de leurs données.

De son côté, les institutions fédérales restent très vagues sur la question. En l'absence de juridiction claire sur le sujet, ce sont les institutions régionales telles que Kraï et Oblasts qui s'emparent de la question dès lors que des commerces autorisent le paiement par cryptomonnaies. À titre d'exemple, le parquet de Lefortov n'a pas condamné le marché de « Lavkalavka » pour l'utilisation de Bitcoins comme moyen de paiement<sup>7</sup>. De son côté, le gouvernement de Sverdlovsk (St Pétersbourg) relie l'utilisation de Bitcoins au « financement du terrorisme », et en interdit ainsi l'utilisation<sup>8</sup>.

En 2004, la Banque Centrale Russe qualifie la cryptomonnaie comme une « fraude » qui vise seulement à blanchir de l'argent, toutefois, ne prend aucune disposition juridique pour en interdire l'utilisation<sup>9</sup>. À cette occasion, Herman Greff, ancien fonctionnaire de la mairie St Pétersbourg du temps de Poutine, ministre des Finances de 2000 à 2007 avant sa nomination comme PDG de la Sberbank, a pris position sur la législation à venir sur l'utilisation de cryptomonnaies en Russie comme moyen de paiement :

---

*Ce serait un immense pas en arrière si [la Russie] autorisait [l'échange de cryptomonnaies comme moyen de paiement], et j'espère fortement que ça ne passera pas.<sup>10</sup>*

---

On ne peut comprendre les paroles du PDG de Sberbank qu'en les remettant dans le contexte historique russe. En effet après la chute de l'URSS, la Russie a connu une période de désengagement de la population vis-à-vis du rouble, et les transactions se faisaient soit par le troc, soit en devises étrangères. La Russie n'avait ainsi plus le contrôle de sa propre politique financière. Pour la Russie, autoriser le commerce dans d'autres devises que la sienne serait courir le risque d'un autre « flight to quality ». Risque qui reste présent, quand on observe les brutales variations du cours du rouble depuis 2014.

Cependant, dès 2017 le gouvernement russe avec l'appui de la BCR, proposait un projet de loi visant à instaurer un cadre juridique autour de la question<sup>11</sup>. Ce projet de loi indique clairement que la cryptodevise n'est pas une monnaie, mais il s'intéresse notamment à l'extraction

---

<sup>7</sup> « Le Parquet n'a pas condamné LavkaLavka pour la vente de nourriture contre des bitcoins », *LavkaGazeta* (Journal de Lavka), 10/04/17

<sup>8</sup> « Sur l'utilisation des « cryptomonnaies », *Journal officiel de l'oblast de Sverdlovsk*, 31/08/17

<sup>9</sup> « La BCR a assimilé l'échange de Bitcoin à des opérations frauduleuses », *Interfax*, 27 janvier 2014

<sup>10</sup> Ibid.

<sup>11</sup> Alper, Tim, « Russie : problèmes de définition pour le projet de loi sur la crypto », *Cryptonews*, 05/10/2018

de Bitcoins, les échanges des devises numériques et les ICO (Initial Coin Offering). Le Ministère des Finances veut en outre autoriser la négociation de devises numériques sur des plateformes disposant de licences, ce qui pourrait lui permettre de contrôler les entrées et sorties de données, et règlementer l'utilisation desdites cryptomonnaies.

Cette action juridique est assez complexe, car elle souhaite encadrer une monnaie qui n'est pas encadrée juridiquement sur le plan international. Aujourd'hui, par manque de cadre légal clair, le Kremlin a laissé proliférer de nombreuses startups et entreprises de fintech sur son sol, contre lesquelles il mène une guerre, notamment vis-à-vis des fermes illégales de minage. En février 2017 des ingénieurs du centre Fédéral de Sarov (d'ogives nucléaires) sont arrêtés pour s'être essayés au minage de Bitcoin en utilisant le supercalculateur du centre<sup>12</sup>. De nombreuses fermes de minage naissent un peu partout en Russie, à l'image de la plus grande, située dans une ancienne usine soviétique à l'emplacement tenu secret, qui récolte environ six-cent BTH par mois soit un million sept cent mille dollars.

La Russie dispose d'une vaste étendue territoriale qui traverse plusieurs zones climatiques où l'électricité y est peu chère. Avec des villes qui peuvent atteindre les -20 degrés Celsius, refroidir les installations de la ferme de minage est simple. Plusieurs investisseurs souhaitent se risquer sur ce marché, même en l'absence d'un cadre légal clair. À ce titre, la Russie a d'ailleurs hébergé la dernière édition du Forum international « Blockchain Life », qui s'est tenue les 7 et 8 novembre à St Pétersbourg. S'y sont réunis les participants habituels du marché des cryptomonnaies, mais aussi ces entreprises émergentes russes, qu'ils proposent des services de minage, ou même des systèmes de blockchain originaux. C'est par exemple le cas de l'entreprise russe Gentarium, qui propose une plateforme de minage en utilisant la puissance de calcul pour résoudre des problèmes complexes pour le compte d'autres entreprises.

#### Les nouveaux systèmes transactionnels

En raison de l'immensité du territoire, et de l'utilisation massive d'espèces en Russie, la numérisation des services (commerce de biens de consommation courants, factures, services, impôts, etc.) a permis l'émergence d'un des plus importants et complexes marchés des services de numérisation au monde. Pour effectuer un paiement en ligne, dans l'immense majorité des cas, les Russes doivent passer par deux niveaux de numérisation. Il y a le premier niveau des cartes bancaires ou services d'e-portefeuilles, qui permettent de transférer des espèces sur un compte en ligne (comme Yandex Money). Seulement, près de 66 % des sites internet n'acceptent les paiements qu'en passant par un agrégateur de paiements (comme Robokassa ou Yandex. kassa). Au second niveau, les agrégateurs de paiements fournissent une plateforme unifiée de paiement B2C (Business to Consumer), en assurant le paiement en ligne par différents moyens de paiements (carte bancaire, e-portefeuille).

---

<sup>12</sup> Zavialova, Victoria, « La Russie, nouvel Eldorado des cryptomonnaies ? », *Russia Beyond*, 30/08/2018

## *Les plateformes d'e-portefeuilles & agrégateurs de paiements*

D'après la Banque des Règlements Internationaux, on dénombre en moyenne une centaine de services d'e-portefeuilles<sup>13</sup>. Parmi ceux-ci, on peut citer Yandex.Money, Moneta.ru, Mail. money, Robokassa ou Zolotaya Korona. En raison du retard technologique qui a accablé la Russie à la chute de l'Union soviétique, la plus grande partie des transactions se font encore en espèces. Ces e-portefeuilles servent de « dématérialisateurs », pour que les particuliers puissent s'acquitter de sommes en ligne en espèces.

En 2013, il existait quatre-vingt deux différents e-portefeuilles en Russie, en 2015 ils sont cent quatre concurrents, et passent à quatre-vingt treize en 2017. Pourtant, la valeur de ces e-portefeuilles russes est passée de sept milliards de roubles en 2013 à dix-sept milliards de roubles en 2016<sup>14</sup>. Lorsqu'on observe ces deux données sur une base cent en 2013, on voit une tendance assez nette de concentration du marché des agrégateurs de paiement<sup>15</sup>. Cette tendance à la concentration se confirme d'ailleurs avec le dernier recensement des e-portefeuilles en novembre 2018, qui passent à quatre-vingt onze<sup>16</sup>.

Le contexte normatif libéral qui a vu l'émergence et la concentration de ces acteurs pourrait conduire à une situation d'oligopole, voire de monopole, qui rendrait difficile toute tentative de régulation par le Kremlin. Tous ces e-portefeuilles doivent accepter la « note sur l'argent électronique » de la BCR<sup>17</sup>, en application de la loi 161-F3 du 27 juin 2011, pour pouvoir exercer leur activité en toute légalité. D'ailleurs la BCR distingue très clairement les « Электронные денежные средства » ou « ЭСД » (*Argent électronique*) de « электронных средств платежа » ou « ЭСП » (*Moyens de paiements électroniques*), et régule ainsi distinctement les deux plateformes. On s'aperçoit vite en séparant le tableau en fonction des critères définis par la BCR qu'à l'exception de Qiwi, les entreprises russes respectent scrupuleusement cette distinction<sup>18</sup>. Cependant, les entreprises américaines qui se sont lancées dans la numérisation des moyens de paiements (Apple et PayPal notamment) prennent une place notable en Russie, ayant probablement profité de la situation d'atomisation du marché russe. En effet, au regard d'un sondage mené par TNS Kantar pour le compte de Yandex.Money, PayPal serait passé devant Qiwi pour l'achat sur internet, mais reste encore loin devant Yandex.Money<sup>19</sup>. Cette montée en puissance de PayPal peut également s'expliquer par le fait que les Russes utilisent traditionnellement leurs plateformes nationales en ce qu'elles permettent la

---

<sup>13</sup> Statistiques sur les infrastructures financières et de paiement, T3 : « Institutions offrant des services/instruments de paiement », BRI, consulté le 15/12/2018.

<sup>14</sup> Ibid.

<sup>15</sup> Annexe 1 « Concentration du marché des e-portefeuilles »

<sup>16</sup> « Liste des opérateurs de trésorerie électronique », Banque Centrale de Russie, consulté le 15/12/2018, graphique en annexe n°

<sup>17</sup> « Note sur l'argent électronique », N° ИИ -017-45/12 du 11/03/2016, Banque Centrale de Russie.

<sup>18</sup> Annexe 2 « Classification des moyens de paiements électroniques selon les critères de la Sberbank »

<sup>19</sup> « The Popularity of Electronic Money in Russia », TNS Kantar, mai 2015.

numérisation de l'argent liquide en passant par des bornes de paiement, répandues et faciles d'utilisation. Cependant, les espèces cèdent progressivement la place aux cartes bancaires, comme le montrent par ailleurs les données de la Banque des Règlements Internationaux. En effet, le nombre de cartes bancaires en circulation (débit et « cash ») ont cru de 25 % entre 2013 et 2017, les cartes avec fonction « e-money » ont, quant à elles, cru de 194 % dans la même période<sup>20</sup>.

D'autre part, quand bien même il existe une multitude d'acteurs sur ce marché de la dématérialisation monétaire et des agrégateurs de paiements, les géants russes de ce secteur, qui sont à l'origine de la concentration du marché, sont aussi sous étroite surveillance du Kremlin. C'est par exemple le cas de Yandex.

### *Yandex, « Google russe » au cœur de la mutation des moyens de paiements*

Yandex, moteur de recherche sur internet, est fondé par Arkady Volozh en 1997. Yandex est une compagnie cotée au NASDAQ et enregistrée aux Pays-Bas. La direction de l'entreprise et son principal centre de recherche sont cependant situés à Moscou. En 2009, Yandex a émis une action symbolique « priority share » d'une valeur d'un euro en faveur de la Sberbank, la plus importante banque de Russie. Cette action donne le droit au détenteur d'interdire une prise de participation de plus de 25 % du capital ou des droits de vote de la compagnie Yandex par un seul ou un ensemble coordonné d'investisseurs. Les critères que devait respecter le bénéficiaire de cette « priority share » d'après Yandex étaient les suivants : être contrôlé par le gouvernement russe, être public (entreprise cotée), et n'avoir aucun intérêt dans le domaine d'internet ou des médias pour des raisons de conflit d'intérêts<sup>21</sup>.

En 2014, Herman Greff a été nommé au conseil d'administration de Yandex pour un mandat de six ans. Initialement un moteur de recherche lancé en 1997, les services offerts se sont progressivement diversifiés similairement à Google. Yandex.Money, lancé le 24 juillet 2002 est un service électronique de paiement. En 2013, Yandex.Checkout a été lancé afin de permettre aux sites de e-commerce d'accepter un grand nombre de moyens de paiement. Checkout est un agrégateur de paiement et est aujourd'hui leader sur le marché russe avec plus de 30 % des parts de marché et en augmentation.

En 2013 Sberbank acquiert 75 % de Yandex Money et Checkout<sup>22</sup>. En octobre 2018, les deux partenaires ont annoncé un investissement d'un milliard de dollars pour développer les infrastructures e-commerce sur le modèle d'Amazon. En effet, la Russie est un marché ayant un fort potentiel de développement dans ce domaine. La preuve en est que sur la période 2015-

---

<sup>20</sup> Statistiques sur les infrastructures financières et de paiement, Russie, T4 : « Nombre de cartes bancaires et terminaux », BRI, consulté le 15/12/2018.

<sup>21</sup> Formulaire 20-F : Yandex du SEC (Security & Exchange Commission), *StreetInsider*, 04/05/2018

<sup>22</sup> Ibid.



2016, les transactions dématérialisées ont progressé de 36.5 %. Il s'agit de la plus grosse progression au niveau mondial.<sup>23</sup>

### *MIR, un service pour une carte de paiement nationale*

Le 15 décembre 2015, une nouvelle carte bancaire est mise en circulation sur le territoire de la Fédération de Russie. Appelée « MIR », ou « МИР » en russe, ce nouveau moyen de paiement se traduit par le mot « monde » ou « paix » en français. De manière ancestrale ce mot désigne une communauté villageoise disposant d'une large autonomie locale, dans laquelle chacun devait travailler de concert pour assurer la survie mutuelle par le partage du travail et de la nourriture. Aujourd'hui, ce mot désigne l'objet par lequel la Russie s'impose sur son marché national des moyens de paiements. Dans ce sens, on peut se demander si le mot « МИР » n'est pas représentatif de la volonté russe d'expansion internationale de son système de paiement. Nous tenterons d'éluider cette question au fur et à mesure de ce dossier. Toujours est-il que la carte MIR se place aujourd'hui, et ce depuis 2015, sur le territoire de la Fédération de Russie, aux côtés des géants américains Visa et Mastercard. Ces derniers ont accepté d'adhérer au Système National des Cartes de Paiement<sup>24</sup> (NSPK) pour des raisons stratégiques que nous évoquerons dans la deuxième partie de ce dossier. De la conception jusqu'à la mise en distribution du dispositif MIR, seulement un an et demi s'est écoulé. Intégré dans un ensemble plus global, le fonctionnement du NSPK est assuré par la BCR. Ce système a été mis en œuvre pour mettre en place cette politique ambitieuse et se doter le plus rapidement possible d'un système de paiement indépendant.

Dans ce sens, la BCR a créé le 23 juillet 2014 l'organisme NSPK dont les principales activités sont les suivantes : créer un système national de paiement et de compensation dans le but de traiter les transactions nationales, émettre et promouvoir des cartes liées au réseau MIR. Ces actions permettent de suivre des objectifs définis tels que la fourniture d'un service de transfert de fonds, l'établissement de la confiance dans les méthodes de paiement dématérialisée, la création d'une zone de paiement souveraine et indépendante, l'émission de la carte de paiement nationale MIR et la promotion des cartes MIR sur le marché international.

Actuellement, la carte n'est pas utilisable à l'étranger et commence timidement à l'être auprès des sites internet et entreprises dont le serveur n'est pas basé en Russie. À titre d'exemple, la carte MIR est utilisable sur le site Aliexpress suite à un accord signé en 2016. Si l'on fait un bilan du développement de la carte MIR, on constate que cent quatre-vingt dix mille distributeurs, ainsi qu'un million huit cent mille terminaux acceptent cette carte et plus trente millions de cartes MIR sont en circulation<sup>25</sup>. Ce qui représente un peu plus de 10 % des cartes bancaires utilisées sur le marché russe.

---

<sup>23</sup> World Payment Report 2018, Capgemini.

<sup>24</sup> en russe Национальная система платежных карт

<sup>25</sup> Chiffres officiels communiqués sur le site fédéral de MIR

---

## II. Stratégies nationales des nouveaux moyens de paiement

Les nouveaux moyens de paiement constituent pour la Russie une stratégie nationale qu'elle utilise afin de favoriser les entreprises russes. Cela passe par le démantèlement progressif de groupes privés pour laisser place à des consortiums d'entreprises étatiques, par le développement de moyens de paiement alternatifs à ceux proposés par l'Occident ainsi que par la reprise en main de la souveraineté sur les données russes.

### A. La réponse structurelle aux défis des sanctions occidentales

#### La « préférence nationale »

La forte période de ralentissement économique survenue après l'annexion de la Crimée en 2014 a révélé les vulnérabilités économiques de la Russie ainsi que les limites de son modèle économique. Afin d'y remédier, elle a développé plusieurs mécanismes visant à développer ses propres moyens de paiement en réponse aux mécanismes occidentaux existants et ainsi à favoriser les acteurs nationaux et à instaurer un contrôle plus systématique des données.

Depuis le début de la crise ukrainienne, le rouble a perdu près de la moitié de sa valeur. Alors que le pétrole et le gaz constituent près de 50 % des recettes de l'État, le prix du baril chute de 36 % entre octobre et décembre 2014<sup>26</sup>. S'ensuit alors une débâcle boursière quasi fatale pour l'économie russe. La bourse de Moscou recule de 17 %<sup>27</sup>, des emprunts multiples sont réalisés et mi-décembre la BCR passe son taux directeur<sup>28</sup> à 17 % et c'est l'effet boule de neige. Une crise économique éclate du fait de la crise monétaire elle-même due en partie à la crise pétrolière. Aujourd'hui, le taux directeur a été ramené à 11,5 %, <sup>29</sup> mais le secteur bancaire russe souffre toujours des sanctions internationales.

Pour y remédier, et en réaction à la « déconnexion partielle » des systèmes de paiement internationaux survenue sans préavis le 21 mars 2014 de toutes les transactions émanant de quatre banques russes, le pouvoir fédéral a établi son propre système de carte de paiement. Ainsi, les transactions par carte MIR ne peuvent être suspendues et aucun facteur économique et politique externe ne peut affecter leur traitement. Autrement dit, cela permet à la Russie

---

<sup>26</sup> Izambart Antoine, « Crise du rouble : comment la Russie réagit-elle ? », *Challenges*, 16/12/2014

<sup>27</sup> Bourassi Nabil, « Le rouble s'enfoncé encore, krach à la bourse de Moscou », *La Tribune*, 16/12/2014

<sup>28</sup> Le taux directeur est le taux imposé par la Banque Centrale aux banques dont elle le contrôle.

<sup>29</sup> *Ibidem*.

de s'affranchir des systèmes américains Visa et Mastercard. Comme expliqué précédemment, la carte MIR appartient à un ensemble plus global nommé Système National des Cartes de Paiement<sup>30</sup>. Visa et Mastercard se sont connectés à ce réseau afin de continuer à opérer sur le marché russe.

Finement menée, cette adhésion des géants américains est une victoire pour le gouvernement russe, qui ne leur a pas laissé d'autre choix que de passer au traitement des transactions en Russie par le système de carte de paiement national. En cas de refus, ils prenaient le risque d'être bannis du territoire fédéral russe. Ne pouvant se permettre de perdre ce marché ni de payer des « droits d'accès » importants au NSPK pour conserver leur ancienne position, les géants américains se sont pliés aux exigences russes. Ils sont donc entrés dans ce système national en mai 2015 aux côtés de la carte russe MIR. Cette dernière fonctionne évidemment sur l'ensemble du territoire russe et permet de retirer de l'argent, de payer sur Internet et en point de vente<sup>31</sup>. Cette carte, de fabrication exclusivement russe - du plastique jusqu'à son protocole de chiffrement - est un véritable emblème de la volonté d'autonomie russe.

Outre un développement à l'international, la Russie vise d'abord et avant tout à promouvoir ce système de paiement national sur leur propre territoire, et encourage dans ce sens la population à se doter d'une carte MIR. Cela passe par la mise en place d'un environnement législatif contraignant, qui ne laisse d'autre choix que d'adhérer au dispositif russe. Le président Vladimir Poutine a signé un document en vertu duquel tous les travailleurs du secteur public et les personnes bénéficiant des avantages sociaux du budget fédéral ou des fonds extrabudgétaires de l'État doivent passer aux cartes de paiement MIR émises dans le pays depuis le 1er juillet 2018.

De plus, cette loi dispose que les retraités auront l'obligation d'utiliser la carte bancaire MIR à partir du 1er juillet 2020. Cette carte sera produite et mise en service gratuitement pour eux. Enfin, afin de faciliter l'utilisation de ces cartes, la loi met en place une acceptation systématique par tous les terminaux et distributeurs depuis le 1er juillet 2017. Ces modifications et nouvelles dispositions font suite aux modifications de la loi fédérale par Vladimir Poutine relative à la protection des droits aux consommateurs et au système de moyens de paiement<sup>32</sup>.

Au-delà de cet aspect législatif, d'autres axes de promotion sont mis en avant, avec par exemple trois déclinaisons de la carte MIR. Elles permettent d'obtenir des tarifs préférentiels dans les commerces partenaires et des garanties de remboursement sur les achats. De plus, depuis 2016, la mise en place d'un partenariat avec McDonald's place le géant américain comme la première entreprise étrangère acceptant le paiement par carte MIR au sein du territoire fédéral. Le second axe de développement est celui du « co-badge », soit l'alliance entre

---

<sup>30</sup> En russe « Национальная система платежных карт ».

<sup>31</sup> Alexandre Latsa, « La carte MIR : élément de la souveraineté bancaire russe », *Stratpol*, 29/01/2018

<sup>32</sup> NP, « La Russie se dote de son propre réseau de carte bancaire : Mir », *Paymon*, 30/12/2015

deux sociétés sur un produit ou un service. Cela permettrait l'utilisation de la carte MIR dans les lieux touristiques du monde entier ou bien dans les grandes capitales, sur le modèle de ce qu'a fait China Union Pay.

Certains accords ont déjà été passés dans ce sens avec Union Pay en septembre 2016, American Express ou encore Japan Credit Bureau en juillet 2015. Enfin, il faut savoir que les dirigeants russes en charge du développement sont actuellement en discussion avec le groupe français Carte Bancaire dans le but de développer un potentiel accord de « co-badge ». On peut également citer les accords signés entre le NSPK et Samsung, permettant l'utilisation de MIR au sein de la structure Samsung Pay.

Le président Vladimir Poutine a indiqué dans le « Plan stratégique 2020 », publié par le Ministère du Commerce et du Développement Economique, vouloir faire de la Russie un leader mondial en matière de développement économique et social. L'objectif est de multiplier la productivité du travail par quatre en se positionnant comme leader dans six secteurs-clés : l'aéronautique, l'armement, la construction navale, le secteur bancaire, l'informatique et la médecine<sup>33</sup>. Il s'agit également de faire de Moscou une place financière de premier plan. D'abord par la fusion des deux marchés boursiers de Moscou et MICEX et par l'assainissement du secteur bancaire — survenu depuis 2011, avec un pic en 2017 où plus de trois cents banques ont été mises en faillite — et l'augmentation de la part de l'État dans l'économie.

De ce fait, contrairement aux années 1992-1998 durant lesquelles la restructuration avait été laissée aux forces du marché, la décennie suivante est marquée par un retour de l'État comme régulateur et acteur influent de l'économie. En effet, les épisodes successifs d'assainissement du secteur bancaire ont pour effet d'augmenter la part de l'État dans le secteur bancaire. L'influence de l'État s'est dans un premier temps renforcée dans le secteur énergétique par le démantèlement de grands groupes privés pour laisser place à des « corporations d'État ».

De même, la loi de mars 2008 identifie un certain nombre d'entreprises dites « stratégiques » appartenant à quarante-deux secteurs différents devant requérir l'autorisation du gouvernement pour prendre des participations d'entreprises étrangères. La création de « corporations d'État », le plus souvent par la fusion d'entreprises publiques et privées, menant à la création de gros consortiums publics. C'est particulièrement le cas dans les secteurs de l'armement, de la défense, de la construction navale, de l'aéronautique, de l'énergie, du secteur financier ou des nouvelles technologies. Cela vise à la création de grands champions nationaux qui bloquent l'accès au marché pour les nouveaux entrants étrangers et prolongent la stratégie de développement industriel de l'État. Le rachat dans le domaine pétrolier de la Joint-Venture entre TNK et BP par Rosneft en 2012 en est un exemple<sup>34</sup>.

---

<sup>33</sup> Vercueil Julien, « Russie : la « stratégie 2020 en question », une analyse du substrat économique et financier de la politique industrielle », *Revue comparative Est-Ouest*, 2013, n° 44, pp.169-184

<sup>34</sup> NP, « Le pétrolier russe Rosneft rachète TNK-BP pour 61 milliards de dollars », *Le Monde*, 22/10/2012

La consolidation du secteur financier au profit de l'État se fait ainsi au détriment du secteur privé et des établissements étrangers. Par exemple, Andreï Borodine, ancien président de la Banque de Moscou s'est enfui au Royaume-Uni et a vendu ses parts à un prix inférieur à celui du marché. De plus, plusieurs banques étrangères, dont HSBC, ont annoncé quitter la Russie en raison d'une concurrence croissante<sup>35</sup>. Cette prise de participation progressive de l'État est donc une stratégie visant à écraser la concurrence étrangère, et ce par la préférence des acteurs nationaux.

Néanmoins, certains changements initialement prévus dans le « plan stratégique 2020 » ont été actés depuis 2008. On pense en effet à l'adhésion de la Russie à l'OMC en 2011 qui a forcé l'ouverture des marchés à la concurrence internationale en y engageant les autorités de manière ferme. En juillet 2011, le président Dimitri Medvedev a levé la limitation qui imposait aux entreprises russes de ne pas placer plus de 25 % de leur capital sur des places financières étrangères. De même, la politique industrielle menée jusque-là ne s'est pas pleinement engagée sur la voie de la nationalisation. La part du secteur privé est passée de 40 à 60 %, démontrant bien que l'État a soigneusement sélectionné les secteurs dans lesquels il voulait d'avantage prendre part. Enfin, la hausse de la part de l'État dans le secteur ne serait que temporaire. Selon Arkadi Dvorkovitch, conseiller de Dimitri Medvedev pendant sa présidence, le but serait ensuite de revendre les parts de l'État dans les banques identifiées comme « systémiques » - comme VTB et Sberbank afin d'accroître la concurrence dans le secteur<sup>36</sup>.

#### Le contrôle de la donnée, enjeu de souveraineté

La souveraineté numérique est également l'une des priorités de la Russie, qu'elle entend bien conserver par le développement de systèmes alternatifs aux outils bancaires occidentaux dont elle sait qu'elle pourrait en être un jour exclue, comme cela a déjà été le cas avec Visa et Mastercard. En effet, derrière chaque transaction bancaire se cachent des systèmes d'information complexes. Parmi eux, SWIFT<sup>37</sup>, un système de transactions commun standardisé, sous emprise des États-Unis : depuis les attentats du 11 septembre 2001, ces derniers ont obtenu un accès complet, destiné à suivre de plus près les flux financiers liés à la menace terroriste. Cependant, il est principalement utilisé pour surveiller l'application de ces sanctions internationales et condamner le cas échéant ceux qui ne les respectent pas. Plus important système de règlements internationaux, il est utilisé partout dans le monde par une écrasante majorité d'États et d'entreprises qui réalisent leurs transactions en dollars.

L'exclusion de certains États de ce type de système serait donc fatale, comme ce fut le cas de l'Iran en 2012 dans le contexte des sanctions européennes et américaines liées à son activité nucléaire. C'est pourquoi la Russie et la Chine, soucieuses de conserver leur indépendance, se

---

<sup>35</sup> Aris Ben, « Retour en force de l'État dans le secteur bancaire », *Russia Beyond*, 31/05/2011

<sup>36</sup> *Ibidem*.

<sup>37</sup> Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunications.

sont attelées à développer des solutions alternatives fonctionnelles à SWIFT. Lancé à la suite des sanctions survenues en réponse à l'annexion de la Crimée en 2014, le système SPFS<sup>38</sup> avait pour but de permettre aux entreprises russes de se prémunir et offre la possibilité de transférer des données financières d'une manière similaire à SWIFT. Plusieurs établissements financiers ainsi que de grandes entreprises comme Rostec ou Rosneft ont déjà été raccordés au système. Pour Elvira Nabiullina, gouverneur de la BCR, il s'agit ainsi :

---

*« d'un canal alternatif pour la coopération interbancaire qui a pour but d'assurer et de garantir des prestations de service ininterrompues pour la transmission de messages électroniques concernant les transactions bancaires ».*

---

D'après la BCR, plus de quatre-cents acteurs économiques sont déjà enregistrés sur SPFS, qui gère les flux de messages financiers à l'intérieur du pays, et bientôt les opérations transfrontalières : des pourparlers sont en cours avec plusieurs États membres de l'Union Économique Eurasiatique<sup>39</sup> et des BRICS.

SPFS est une solution dite « compétitive », selon Elvira Nabiullina, mais « peu crédible pour fonctionner avec des marchés occidentaux », selon Timothy Ash, spécialiste des marchés émergents pour Bluebay Asset Management. Le SPFS est considéré non exportable sur les marchés européens, mais l'est potentiellement sur les marchés non occidentaux, comme ceux d'Asie centrale, que Moscou entend bien rendre encore plus dépendants. Cependant, il est à noter que le développement de ces nouveaux outils comme alternatives aux traditionnels moyens américains se fait à chaque fois de manière opportuniste, en réaction à un choc exogène. SPFS tout comme NSPK, a été mis en place en mars 2014, à la suite de l'adoption de mesures restrictives en réaction à l'annexion de la Crimée. De même, la Chine, soucieuse de conserver son indépendance vis-à-vis de Washington, a aussi développé son propre système alternatif à SWIFT : le CIPS<sup>40</sup>, qui permet à des entreprises opérant en Asie de transférer des fonds en yuans vers des comptes en Chine.

Le maintien de la souveraineté bancaire, et plus généralement numérique, est assuré par les instruments juridiques et législatifs en vigueur. Depuis 2014, l'existence du principe de stockage et de rapatriement des données sur des serveurs localisés sur le territoire national concerne les entreprises locales et étrangères présentes sur le territoire russe, mais aussi les entreprises russes implantées à l'étranger. La loi fédérale « N 242-FZ » sur la protection des données personnelles des ressortissants russes dispose que « toute entreprise détenant les données personnelles des citoyens russes devra les stocker sur des serveurs se trouvant

---

<sup>38</sup> System for Transfer of Financial Messages

<sup>39</sup> L'EURASEC, ou Union Economique Eurasiatique, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015, regroupe le Belarus, le Kazakhstan, le Tadjikistan et la Russie. La Moldavie, l'Ukraine et l'Arménie en sont membres observateurs.

<sup>40</sup> Cross-border Interbank Payment System

physiquement sur le territoire russe » et que « les entreprises doivent obtenir l'accord explicite et écrit, de préférence sur papier, pour tout usage ou transfert des données à des tiers ».

Si ces principes de conformité ne sont pas respectés, l'entité de contrôle Raskomnadzor<sup>41</sup> se réserve le droit de bloquer l'accès au site contenant les données sur les citoyens russes, et d'inscrire le nom de la société sur « liste noire », comme ce fut le cas du réseau social Telegram l'année dernière. Des audits spontanés peuvent aussi être menés. Par la mise en place de ces mesures coercitives, la Russie vise à la resegmentation<sup>42</sup> d'internet sur des bases nationales russes.

Ces législations concernant la protection des données s'appliquent par exemple aux transactions de paiement par carte bancaire. Celles-ci incluent souvent la date, l'heure, le montant, l'identifiant du commerçant recevant le paiement, le numéro de carte bancaire, le nom et le prénom du détenteur de la carte.

Si l'on regarde le cheminement d'une transaction bancaire<sup>43</sup>, les données générées par le terminal de paiement (étape 1 et 2) sont généralement chiffrées et envoyées à la banque du commerçant (étape 3) qui le relaie au réseau de paiement (étape 4 ; Visa, Mastercard, MIR, Carte Bancaire, etc.). Ce dernier, à partir de l'historique des paiements effectués avec cette carte évalue la transaction et calcule un score qui est transmis à la banque du client (étape 5). Celle-ci autorise ou non le paiement. La décision est retournée au réseau de paiement (étape 6) qui le transmet à la banque du marchand (étape 7) qui elle-même le transmet au terminal du marchand (étape 8)<sup>44</sup>.

Comme on peut le voir en analysant ce fonctionnement, l'acteur central de ce processus est le réseau bancaire. En effet, c'est le seul acteur qui se retrouve dans chaque transaction, quels que soient le client et le marchand. En sauvegardant l'intégralité des transactions, le réseau bancaire est en mesure de construire le profil de chaque porteur de carte. Ses habitudes de consommation, ses voyages, son état de santé (au travers des paiements à la pharmacie et chez le médecin), la taille de sa famille, ses opinions politiques (à travers ses dons à des ONG ou des partis politiques), voire s'il a un amant ou une maîtresse, sont une liste non exhaustive des possibilités offertes par le contrôle et surtout l'analyse de ces données.

---

<sup>41</sup> Service Exécutif fédéral de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias de masse. Il est chargé de la supervision dans le domaine des médias, y compris les médias électroniques, les médias de masse, la technologie de l'information et les télécommunications.

<sup>42</sup> Réorganisation des entreprises travaillant dans le secteur d'internet.

<sup>43</sup> Annexe 3 : cheminement d'une transaction bancaire

<sup>44</sup> Odysseas Papadimitriou, « How Credit Card Transaction Processing Works: Steps, Fees & Participants », *Walllethub.com* 02/04/2009

Elle se veut donc souveraine de A à Z sur les données bancaires, et plus généralement sur les données personnelles, et ce en contrôlant toute la chaîne, de la création de la donnée brute à l'archivage en passant par toutes les étapes de traitement.

La volonté d'éradication de la corruption et des gangs cache en réalité une stratégie d'indépendance du système bancaire russe : « Le système bancaire national est un attribut de la structure étatique et un élément de la politique économique », assure le vice-président de la société FBK, Alexeï Terekhov.

---

*« Plusieurs pays d'Europe orientale, notamment la République tchèque et la Pologne, ne possèdent pas de systèmes bancaires nationaux, ils ont délégué ces attributions à l'Union européenne. Nous ne sommes pas disposés à céder les fonctions du système bancaire à un tel "outsourcing" étranger. Pour la Russie, renoncer à son système bancaire national équivaldrait à abandonner le rouble pour introduire le dollar<sup>45</sup> ».*

---

Afin de conserver son indépendance, la Russie s'affirme donc à l'opposé du modèle bancaire propre à l'Union européenne, dont les États membres ont opté pour l'abandon d'une partie de leur souveraineté. Le 28 décembre 2013, la ratification du traité de l'Union Bancaire officialise le transfert de souveraineté des États au profit de la Banque Centrale Européenne en matière de souveraineté bancaire, de réglementation des faillites bancaires et de protection des déposants de ces banques.

Enfin, l'explosion de l'utilisation de la carte bancaire russe comme moyen de paiement favorise une transparence accrue lors des transactions. Une réduction progressive des moyens de paiement en espèces est un préalable à la réduction de la corruption, à un meilleur contrôle de la donnée par l'État, y compris en matière de renseignement. Yury Vladimirovich Kondratiev, directeur adjoint du service de sécurité économique du FSB, est d'ailleurs membre du conseil de surveillance du NSPK<sup>46</sup>.

Le nombre de cartes bancaires en circulation est passé de cent trente sept millions en 2010 à deux cent soixante-et-onze millions en 2017<sup>47</sup> (dont quatorze millions de cartes MIR, seulement deux ans après son lancement<sup>48</sup>), ce qui démontre bien la stratégie de démonétisation mise en place par la Russie.

Ainsi, cette stratégie de « purification » du secteur bancaire est double pour la Russie : par l'effacement progressif des acteurs privés au profit d'une prise de participation croissante de l'État dans ce secteur. La Russie conserve sa souveraineté bancaire, en limitant l'accès au

---

<sup>45</sup> Revue de la presse russe du 16 mai, Sputnik, 16/05/2017

<sup>46</sup> « About NSPK > Corporate Governance > Supervisory Board », NSPK

<sup>47</sup> « Key indicators of the National Payment System », Banque Centrale de Russie, actualisé en septembre 2018

<sup>48</sup> NIKOLSKAYA. P, « Moscow to cut dependence on U.S. payment systems : RIA », Reuters, 07/08/2017



marché aux nouveaux entrants étrangers, et réduit de ce fait sa dépendance. Elle développe également des moyens de paiement, comme c'est le cas du système SPFS, véritable SWIFT russe, ou encore de la carte MIR, alternatives aux consortiums américains Visa et Mastercard. La Russie entend donc se prémunir de toute ingérence étrangère dans son secteur bancaire, en prenant progressivement le contrôle de tous les maillons de la chaîne. Néanmoins, cette stratégie ne semble pas à vocation uniquement nationale : la Russie tend à exporter ce modèle, à commencer par les pays de son étranger proche, mais également à d'autres alliés, comme l'Iran ou la Turquie.

## B. Les moyens de paiement comme outils de projection de puissance

La Russie, comme la Chine, semble avoir bien compris cette citation de John Halford Mackinder : « qui contrôle le Heartland contrôle le monde ». En effet, l'Asie centrale constitue une zone pivot d'importance vitale à reconquérir. Depuis la chute de l'URSS le 21 décembre 1991, la Russie, qui en est la principale héritière, n'a de cesse de vouloir restaurer sa grandeur. Alors que ses relations avec l'Union Européenne se sont considérablement dégradées depuis le début des années 2000, le maintien de relations privilégiées avec l'ensemble des anciennes RSS<sup>49</sup> apparaît comme une priorité sous la présidence de Vladimir Poutine, à la fois pour se prémunir de l'isolement, mais aussi afin de conserver une influence dans cette zone. Ainsi, les nouveaux moyens de paiement représentent-ils une stratégie de projection de la puissance russe dans l'Étranger Proche et en Europe ?

### Des outils de projection de puissance dans l'Étranger Proche

La Russie, en développant de nouveaux moyens de paiement alternatifs, comme le système SPFS ou la carte MIR, cherche avant tout à se prémunir de l'influence américaine et à conserver l'indépendance de son secteur bancaire. Alors que la Russie réaffirme sa politique de pivot vers l'Est, elle multiplie la coopération avec la Chine avec le projet « One Belt, One Road, nouvelles routes de la soie », mais aussi la volonté d'enterrer le dollar avec la vente de la dette souveraine russe sous forme d'obligations en yuans. Néanmoins, le géant chinois se révèle progressivement être un allié gênant au poids considérable. C'est pourquoi la Russie s'attache à choisir avec soin les domaines dans lesquels elle engage une coopération avec Pékin, et ceux dans lesquels elle favorise plutôt un déploiement exclusif sur le territoire fédéral. Les relations entre la Russie et le géant chinois semblent donc marquées par le principe de « coopération ». L'Asie centrale, forte de sa position de pivot entre la Chine et la Russie, profite ainsi des investissements des deux côtés.

---

<sup>49</sup> A l'exception des trois États Baltes, qui ont préféré la protection de l'OTAN (Estonie, Lettonie, Lituanie).

Les nombreux moyens de paiement alternatifs mis en place par la Russie n'ont pas nécessairement vocation à être uniquement employés dans le cadre national. En effet, l'étendue du système SPFS est actuellement en pourparlers avec plusieurs pays de l'Union Économique Eurasiatique.

De plus, la carte MIR est déjà employée en Arménie, et le système est en cours de développement en Europe, où trois entreprises sont intéressées par une collaboration avec le système russe NSPK. De cette manière, les marchands européens espèrent attirer les consommateurs venant de Russie à l'aide d'un moyen de paiement russe. À terme, la carte MIR devrait être totalement opérationnelle à l'international d'ici 2021 selon le président du NSPK Vladimir Komlev<sup>50</sup> :

---

*« Actuellement, nous négocions avec Visa. Les systèmes de paiement internationaux nous considèrent comme un partenaire solide, car nous avons réussi à créer un vaste réseau dans de brefs délais. À l'aide de notre système, ils pourront promouvoir leurs produits ».*

---

De même, comme rappelé précédemment, la BCR distingue l'argent électronique (ЭДС) des moyens de paiement électronique (ЭСП). De ce fait, de nombreuses entreprises proposent ces deux services sur deux plateformes distinctes. Ainsi, les moyens de paiements étrangers tels que PayPal ou ApplePay ont bien moins réussi à percer en Russie, car ils ne proposent généralement qu'un service de paiement électronique, et non la possibilité de dématérialiser de l'argent.

Dès lors, les Russes préfèrent utiliser des outils complémentaires, tels que Yandex.Money, Yandex.Checkout, Mail.ru.money, Mail.ru.Checkout ou encore Qiwi. Ce que leurs concurrents occidentaux, tels que PayPal, ne proposent pas. Cependant, la note de la BCR à ce sujet reste assez peu restrictive sur les conditions à remplir pour lancer ces services de dématérialisation et de paiement en ligne. En somme, le cadre réglementaire mis en place est d'une part trop restrictif pour que les entreprises étrangères pénètrent le marché russe, et d'autre part suffisamment ouvert pour permettre la création de nombreux champions nationaux, ce qui crée donc un environnement concurrentiel très dense ayant pour effet de limiter l'implantation des entreprises étrangères.

Enfin, la plateforme Qiwi permet l'utilisation du téléphone mobile pour faire des opérations bancaires de type virement, consultation de solde, etc. Il s'est aussi exporté hors du territoire fédéral. En effet, les populations kazakhes, moldaves, roumaines et biélorusses peuvent désormais aussi utiliser cet e-portefeuille<sup>51</sup>. Qiwi est très présent au Kazakhstan, mais n'est

---

<sup>50</sup> « La carte bancaire Mir arrive en Europe », *Sputnik News*, 28/09/2016

<sup>51</sup> *Qiwi в мупе*

utilisé que par les jeunes générations, et est suivi de près par l'américain PayPal<sup>52</sup>. L'Asie centrale apparaît donc comme le théâtre d'un rapport de force entre la Russie et les États-Unis. L'entreprise est aussi présente au Brésil, en Inde et en Indonésie. Il semblerait donc que cette plateforme de portefeuilles électroniques se soit développée en premier lieu au sein des pays émergents, en corolaire aux outils bancaires occidentaux.

Pour autant, les Russes ne semblent pas avoir pour ambition de « conquérir » cet étranger proche, s'agissant pour eux d'un espace déjà acquis, mais bien de le garder sous influence, en adoptant une posture défensive vis-à-vis des États-Unis. Quiconque approche cette arrière-cour bien gardée doit se méfier de la réaction de Moscou.

Ainsi, la Russie s'attache à développer ses propres outils en réaction aux moyens occidentaux déjà existants qui pénètrent le marché, et dont elle refuse de se rendre dépendante. Cette stratégie n'est pas purement nationale, la Russie tend à la déployer dans sa sphère d'influence, telle que la coopération accrue avec la Chine dans certains domaines soigneusement définis, le développement de services tels la carte MIR, les portefeuilles électroniques et les agrégateurs de paiement. Cependant, cela s'inscrit dans une manœuvre plus globale, qui marque l'engagement de la Russie dans la stratégie dite de « sécurisation économique ».

#### La stratégie de sécurité économique

Les enjeux de ces nouveaux moyens de paiement s'inscrivent dans une stratégie plus globale de projection de puissance russe. La notion de souveraineté des moyens transactionnels sur le plan national et international édictée dans le décret « Stratégie de sécurité économique jusqu'en 2030 »<sup>53</sup> répond à ce besoin de sécurisation de son marché intérieur. Notion qui traduit le seul principe à même de promouvoir le développement d'acteurs en vue d'une exportation du modèle et des outils de paiement russe. Il est important de rappeler que la dernière stratégie de sécurité économique adoptée officiellement par l'état russe datait de 1996. Avant toute analyse, il convient de resituer la mise en place de cette stratégie par rapport aux nouvelles menaces qui déstabiliseraient la sécurité économique russe.

Globalement, cette stratégie s'efforce de présenter les principales orientations de la politique de sécurité ainsi que ses objectifs au regard des nombreuses menaces qui pèsent sur l'économie russe. La base de sécurisation passe évidemment par la structuration d'un système qui préviendrait la crise des matières premières en amortissant l'impact négatif d'une contraction de la demande ou des prix sur l'industrie, l'investissement scientifique et technologique et sur les répercussions bancaires et financières des déstabilisations.

---

<sup>52</sup> Source anonyme, témoignage d'une résidente de l'Union Économique Eurasiatique (Kazakhstan)

<sup>53</sup> Décret présidentiel N° 208 de la Fédération de Russie du 13 mai 2017 « A propos de la stratégie de sécurité économique de la Fédération de Russie pour la période allant jusqu'à 2030 »

Cette stratégie constitue la mise en œuvre d'une politique de sécurité économique aux niveaux fédéral, régional, municipal et sectoriel, afin de ne laisser aucune strate de l'économie à découvert et potentiellement soumis à des offensives étrangères. Cette stratégie est conçue en partenariat avec les organismes du gouvernement fédéral, les gouvernements locaux, la Banque centrale et les institutions civiles décrites plus haut, qui sont aussi associés au processus de développement des moyens de paiements.

Deux notions essentielles sont à la base de toute réflexion stratégique sur l'économie russe. En premier lieu, la notion de sécurité économique est une réponse de l'économie nationale aux menaces externes et internes dans la vision d'un espace économique unifié et solidaire au service de la puissance structurelle russe. En second lieu, c'est le concept central de souveraineté économique qui sous-tend tous les projets de sécurisation. Cette souveraineté est l'objectif final qui permettrait, une fois totalement acquise, de profiter d'un marché national solide pour exporter ses champions.

Le principe d'intérêt national est donc inhérent à ces deux notions exprimant l'idée de besoins économiques dont la satisfaction assurerait la viabilité de la mise en œuvre des priorités nationales stratégiques. L'intégration de la notion de risque dans le domaine de la sécurité économique est une nouvelle composante importante dans la stratégie russe. En effet, pour la première fois, la volonté d'investissement sur les outils de résilience prend une place prééminente dans la stratégie globale. Il est donc naturel d'associer l'intégralité des acteurs juridiques, informationnels, socioéconomiques et civils à l'assurance de la sécurité économique.

Au stade actuel du développement mondial, il y a clairement des signes objectifs de destruction de l'équilibre unipolaire du monde. Avec ce processus de transition qui s'amorce déjà largement vers la multipolarité, le désir de redistribuer l'influence en faveur de nouveaux centres de croissance économique et d'attraction politique, produit des changements importants dans le droit international et dans les domaines militaro-politiques. La tendance des menaces politico-militaires, ainsi que l'accroissement de l'utilisation des méthodes économiques pour atteindre des objectifs politiques, est une donnée essentielle dans l'appréciation des nouveaux enjeux de confrontation de puissance.

Parmi les principaux défis et menaces à la sécurité économique, on retrouve le désir des pays développés d'utiliser leurs avantages du niveau de développement économique et de la haute technologie comme outil de concurrence et ainsi assujettir les autres pays. Nombreuses sont les armes de cette nouvelle conflictualité globalisée qui crée des déséquilibres structurels croissants dans l'économie mondiale et dans le système financier. Cela entraîne par exemple la croissance de la dette privée et publique, l'augmentation de l'écart entre la valorisation des actifs réels et titres dérivés.

L'un des éléments déclencheurs est évidemment ce sentiment de vulnérabilité de la Russie quant aux recours à des mesures discriminatoires internationales à l'égard des personnes clés des secteurs économiques de la Fédération de Russie. De plus, l'enjeu des nouveaux moyens

de paiement va aussi répondre à cet encerclement russe par la déstabilisation de ses pays frontaliers, que la Russie considère comme son pré carré naturel.

C'est aussi la volonté de créer des amortisseurs économiques aux fluctuations des cours internationaux, afin de protéger le marché intérieur en solidifiant sa monnaie. Évidemment, cette volonté de s'imposer comme un acteur de premier plan dans les technologies de pointe répond à ces changements dans la structure même de la demande énergétique mondiale. En effet, l'épuisement du modèle d'exportation des matières premières est aujourd'hui une réalité tout à fait prise en compte dans la stratégie globale.

D'un point de vue spatial, l'émergence des outils de paiement permet non seulement le désenclavement des populations rurales, ainsi que l'intégration de cet espace souvent délaissé à un espace économique unifié et solidaire. Il est évident que sans un investissement sur le capital humain, sans l'intégration de ces nouveaux modes d'utilisation par la population, aucun de ces moyens de paiement ne s'accomplira pleinement. Ces défis et menaces à la sécurité économique répondent à ce besoin d'assurer un développement socioéconomique tout en limitant l'impact de facteurs perturbateurs exogènes.

Les objectifs de la politique d'État pour la sécurité économique passent par le renforcement de la souveraineté économique. Et ce, en parallèle à l'accroissement de la résilience de l'économie aux effets de la concurrence extérieure et aux défis et menaces internes de la croissance économique. Cela passe nécessairement par le maintien du potentiel de développement scientifique et technologique de l'économie au niveau mondial, tout en maintenant le potentiel de production domestique industrielle de défense.

Les grandes orientations de la politique de l'État passent par le développement de l'administration publique au service d'une croissance durable du secteur réel de l'économie. Il est donc essentiel comme nous l'avons rappelé plus haut, de favoriser la création de conditions économiques pour le développement et la mise en œuvre de technologies modernes, stimulant le développement de l'innovation et l'amélioration du cadre réglementaire. En effet, l'amélioration des normes et standards d'applications technologiques innovantes, y compris les technologies numériques de paiement, ainsi que sur les matériaux liés à la production de ceux-ci, permettrait une réduction des coûts et des temps d'investissement.

Sachant que l'enjeu est de surmonter la dépendance critique vis-à-vis des importations scientifiques, expérimentales et de production d'instruments et de composants microélectroniques, le développement d'une solution est indispensable. Elle doit répondre à la nécessaire intégration de l'éducation et de la science dans cette stratégie de compétitivité. Le développement technologique avec les technologies numériques, doit assurer le renforcement des positions concurrentielles de la Russie sur les marchés mondiaux des produits à forte valeur ajoutée.

Ainsi, le fait de surmonter la dépendance critique du système des fluctuations du marché international et la réduction de l'utilisation des devises étrangères, est donc profondément corrélié à cette notion d'indépendance technologique sur les moyens de paiements. De plus, l'accentuation d'un développement sain des marchés pour les nouveaux produits de haute technologie créés dans la mise en œuvre des projets de la National Technology Initiative est conditionnée par l'amélioration des mécanismes juridiques et administratifs de protection de la propriété intellectuelle, ainsi que par la réglementation du transfert transfrontalier des données nationales des technologies.

La première étape du plan se déroule jusqu'en 2019, pour le développement ainsi que pour la mise en œuvre de mesures de nature organisationnelle, réglementaire et méthodologique. Puis la seconde étape du plan s'étend jusqu'en 2030, avec la mise en œuvre de mesures de neutralisation des menaces portant sur la sécurité économique de la Russie. Les résultats de la mise en œuvre de cette stratégie devraient être de garantir la souveraineté économique de la Fédération de Russie et la résilience de l'économie nationale aux défis externes et internes ainsi qu'aux menaces de la stabilité sociale et politique.

## CONCLUSION

Les nouveaux moyens de paiement en Russie se sont surtout développés en réaction aux chocs exogènes provoqués par l'ouverture forcée à un capitalisme sauvage lors de l'effondrement de l'URSS en 1991. Plus récemment, ils sont développés à la suite des sanctions occidentales imposées après l'annexion de la Crimée en mars 2014. Le président Vladimir Poutine a ainsi opéré un véritable assainissement du secteur bancaire afin de pallier les conséquences de ces chocs exogènes, et par la même occasion réduire sa dépendance vis-à-vis des moyens de paiement fournis par les Occidentaux.

La Russie étant un État fédéral, le développement de son secteur bancaire n'est pas comparable à celui d'autres pays émergents tels que l'Inde ou l'Indonésie. En Russie, payer ses denrées primaires en espèces est encore monnaie courante. Cependant, la dématérialisation des moyens de paiement progresse fortement, ce qui facilite la vitesse des échanges dans un territoire vaste et donc difficile à aménager. Le saut technologique qui s'est opéré en Russie dans le domaine des moyens de paiement a poussé le Kremlin à élaborer une stratégie pour sauvegarder la maîtrise de ces échanges.

En effet, le gouvernement russe développe son système MIR depuis 2015 et celui-ci ne cesse de s'adapter au marché international, avec par exemple l'annonce le 19 décembre 2018 de la version test de « MirPay », équivalent russe de Google Pay et d'Apple Pay.

Cette conjoncture a favorisé le développement, tant dans le secteur privé que public, d'alternatives aux moyens de paiement occidentaux qui pénètrent le marché, comme la carte MIR, le système SPFS, les portefeuilles électroniques tels que Yandex.Money et Qiwi ou encore les agrégateurs de paiement comme Yandex.Checkout. L'État russe tend également à exporter cette stratégie vers sa sphère d'influence eurasiatique, comme au Kazakhstan, au Belarus ou en Arménie, par la multiplication des partenariats ou des accords de coopération avec ces États.

Le marché russe est confronté à la gestion des cryptomonnaies qui sont une des clés du contrôle souverain des échanges. Cependant, l'action juridique est assez complexe, car elle vise à encadrer un actif financier juridiquement inexistant au niveau international. Dans ce sens, en 2017 le gouvernement russe indique via une loi que la cryptodevise n'est pas une monnaie et s'intéresse notamment à l'extraction de bitcoins, les échanges des devises numériques et les ICO (Initial Coin Offering).

De plus, la Russie affirme sa volonté de maintenir sa souveraineté sur les données en développant une législation stricte concernant l'utilisation de données personnelles des Russes, le stockage de données sur des serveurs localisés en Russie. Cependant, cette stratégie menée dans le secteur bancaire se révèle en réalité n'être qu'un pan d'une manœuvre bien plus globale, dite de « sécurité économique » menée par la Fédération de Russie.

Les années à venir seront déterminantes pour la Russie, qui verra si l'épanouissement de son système national prospère et se développe en parallèle sur le marché international, sur le modèle du chinois UnionPay. De plus, comme annoncé par Vladimir Poutine lors de sa réélection en mars 2018, l'objectif se trouve dans la modernisation de l'économie russe en luttant contre le « décrochage technologique ». La véritable question est de savoir si le développement du secteur bancaire et financier russe aura autant de succès que la politique de rattrapage technologique dans le domaine militaro-industriel.



---

## Bibliographie

- Abovsky. G, Volozh. À, « Form 20-F Yandex N.V. For : May 04 », *StreetInsider*, 04/05/2018.
- Alper. T, « Russie : problèmes de définition pour le projet de loi sur la crypto », *Cryptonews*, 05/10/2018.
- Aris. B, « Retour en force de l'État dans le secteur bancaire », *Russia Beyond*, 31/05/2011.
- Barisitz. S, « Le système bancaire russe depuis 1990, une modernisation contradictoire et mouvementée », *Le Courrier des Pays de l'Est*, 2007
- Best. I, « Le secteur bancaire russe compte d'autres maillons faibles », *L'AGEFI*, 22/09/2017.
- Beky. À, « Le Kremlin impose le stockage des données en Russie aux acteurs US », *Silicon*, 29/09/2014.
- Beky. À, « Cloud : Scaleway (Iliad) harmonise ses services d'infrastructure IT », *Silicon*, 14/12/2018.
- Bourassi. N, « Le rouble s'enfoncé encore, krach à la bourse de Moscou », *La Tribune*, 16/12/2014.
- « Data Protection », *VFS.Global*.
- « Décret du président de la fédération de Russie du 13/05/2017, N° 208 sur la stratégie d'indépendance économique de la fédération de Russie jusqu'en 2030 », site du kremlin (base de données en russe).
- « Données Personnelles », *Fédération De Russie*, 14/06/2006.
- Doyle. C, « Fictitious assets, hidden losses and the collapse of MDM Bank », *counterpunch*, 13/11/2018.
- Fédération de Russie, « Constitution de la Fédération de Russie », *Garant*, 21/07/2014
- Huillier. M, « La loi française « Informatique et Libertés » et la loi fédérale russe du 5 mai 2014 : différents équilibres choisis pour la protection des données personnelles dans la balance entre le droit au respect de la vie privée et la sécurité publique », *Blog Paris Nanterre*, 22/09/2015.
- Izambart. A, « Crise du rouble : comment la Russie réagit-elle ? », *Challenges*, 16/12/2014.
- Jérémy, « La Russie se dote de son propre réseau de carte bancaire : Mir », *paymon*, 30/12/2015.
- Kalinina. K, « Russie : plus de dépôts d'argent public dans les banques étrangères ? », *Russia Beyond*, 11/04/2017.
- « Key indicators of the National Payment System », *Banque Centrale de Russie*, actualisé en sept 2018.
- Latsa. A, « La carte MIR : élément de la souveraineté bancaire russe », *Stratpol*, 29/01/2018.
- « Liste des opérateurs de caisse électronique », *Banque Centrale de Russie* (Base de données en russe), 29/11/2018.
- Litviakov. M, « Transformations du système bancaire en Russie », *Association d'Economie Financière*.

- Margolin. J, « La Russie, la Chine et la conquête de la « souveraineté numérique » », *Global Voices*, 17/12/2016.
- Nikolskaya. P, « Moscow to cut dependence on U.S. payment systems : RIA », Reuters, 07/08/2017
- Pouladion. G, « L'ouverture de l'Europe vers l'Est », *Presses universitaires François-Rabelais*, 2004.
- Quenelle. B, « Le secteur bancaire russe poursuit sa cure d'assainissement », *Les Echos*, 22/08/2017.
- Sedukhina. A, « Loi sur les données personnelles : nouvelles règles du jeu », *Le Courrier de Russie*, 29/09/2015.
- Suberg. W, « You Betcha Not Petya: New Cyberattack Neither Petya Nor Bitcoin Ransomware », *Cointelegraph*, 29/06/2017.
- « Sur l'utilisation de la crypto-monnaie », *Bureau du procureur, Région de Sverdlovsk*, 31/08/2017.
- Tompson. W, « La réforme du secteur bancaire en Russie : Les enjeux et les perspectives », *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, n° 410, 09/11/2004.
- V. Ch, P. DE G, N. M, F. T, S. W, « Les banques européennes jouent gros en Russie », *Les Echos*, 06/05/2014.
- Vercueil. J, « Russie : la « stratégie 2020 en question », une analyse du substrat économique et financier de la politique industrielle », *Revue comparative Est-Ouest*, 2013, n° 44, pp.169-184.
- Yurkina. E, « Les données personnelles des citoyens russes devront être stockées sur des serveurs situés en Russie », *Blog Economie Numérique*, 26/11/2015.
- NP<sup>54</sup>, « opportunités sur le marché russe des fintech », *Switzerland Global Enterprise*, 16/12/2016.
- NP, « La fintech russe revo bouscule le monde du crédit », *Fintechmag*, 17/08/2017.
- NP, « 2018 MARC report : most popular payment solutions among online stores in Russia », *Market Adjustment Research Center (MARC)*, 20/06/2018.
- NP, « Yandex and Sberbank announce joint venture for electronic-money solutions », *Yandex Money*, 19/12/2012.
- NP, « World Payment Report 2018 », *Capgemini*, 2018.
- NP, « La Russie se dote de son propre réseau de carte bancaire : Mir », *Paymon*, 30/12/2015
- NP, « Un village Russe remplace le rouble par sa propre crypto-monnaie », *Crypto Analyse*, 6/06/2018
- NP, « Stockage des données personnelles : la Russie menace de bloquer Facebook », *Valeurs Actuelles*, 26/09/2017
- Np, « La protection des données dans le monde », *CNIL*
- NP, « Russie : mise en faillite de quatre nouvelles banques », *Le Parisien*, 03/03/2017
- NP, « Qu'est-ce qu'une ICO ? », *Icomentor*
- NP, « Vers un environnement réglementaire pour les « crypto-monnaies » en Russie », *Bitcoin*, 11/10/2017

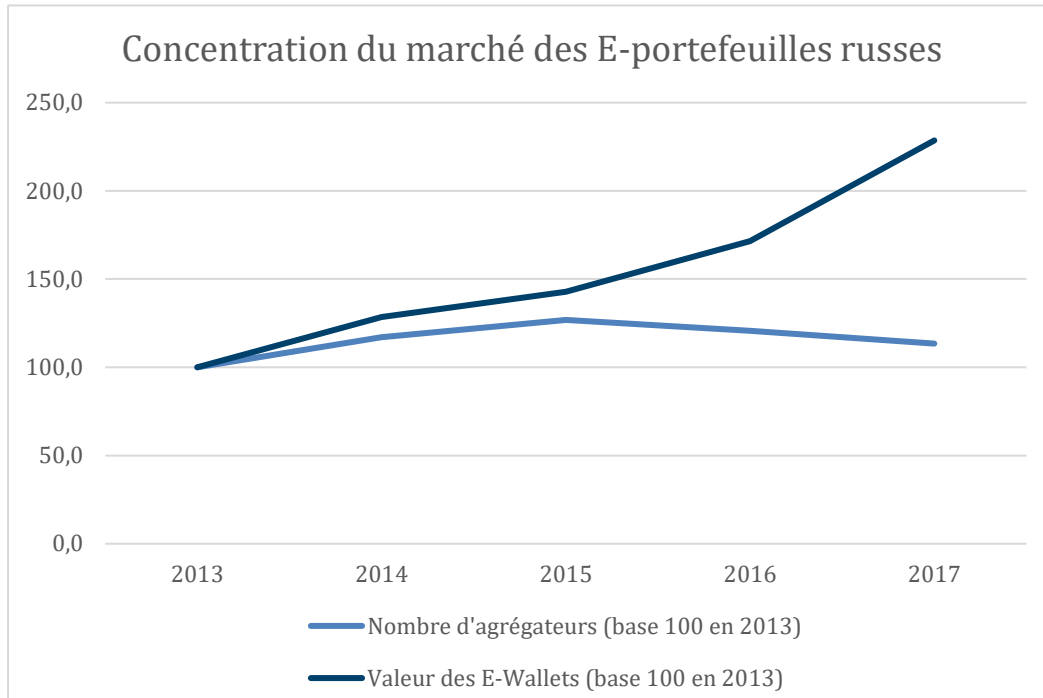
---

<sup>54</sup> « Non précisé »

- NP, « The Privacy, Data Protection and Cybersecurity Law Review - Edition 4 », *The Law Reviews*, 12/2017
- NP, « Définition Fonds de garantie », *Juritravail*
- NP, « Les grandes banques de Russie », *Centre Europe*.
- NP, « Secteur bancaire russe : assainissement ou renationalisation ? », *Bank Observer*, 24/07/2018.
- NP, « Mir, la nouvelle carte bancaire russe », *Réseau International*, 07/06/2015.
- NP, « Russia's Mir payment cards to give visa and MasterCard a run for their money », *TASS*, 02/05/2017.
- NP, « Une carte bancaire russe débarque sur le marché européen », *ouvrir compte*.
- NP, « MirPay : la Russie dévoile son équivalent de Google Pay et d'Apple Pay », *sputniknews*, 19/12/2018.
- NP, « La banque centrale russe s'apprêterait au sauvetage d'une nouvelle banque pour 100 milliards de roubles », *Reinformation*, 26/06/2018.
- NP, « Le pétrolier russe Rosneft rachète TNK-BP pour 61 milliards de dollars », *Le Monde*, 22/10/2012.

## Annexes

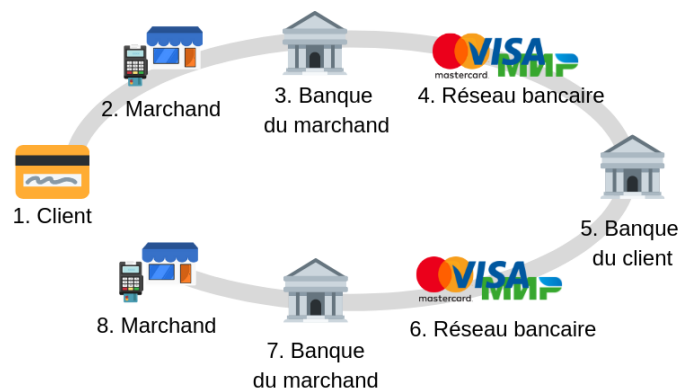
Annexe 1 : Concentration du marché des E-Portefeuilles russes



Annexe 2 : Classification des acteurs en fonction des catégories fixées par la BCR



### Annexe 3 : Cheminement d'une transaction bancaire



### Annexe 4 : Stratégie de la NSPK (version traduite) :

## **NSPK**

Le Système national de cartes de paiement (NSPK) de la société par actions est l'opérateur du système de paiement national Mir, mis en place le 23 juillet 2014. 100% des actions de JSC "NSPK" appartiennent à la Banque centrale de la Fédération de Russie.

Les activités de NSPK sont régies par la loi fédérale n ° 161 «Sur le système de paiement national», «La stratégie de développement du système de paiement national» et le «Concept de création d'un système national de cartes de paiement».

Le développement d'un système de paiement national est un facteur clé pour assurer la souveraineté de l'espace de paiement national. Le système de paiement national garantit la sécurité et le bon fonctionnement des transactions bancaires par carte bancaire russe.

Les tâches de NSPK consistent notamment à assurer des opérations ininterrompues avec les cartes des systèmes de paiement internationaux en Russie, la construction et le développement du système russe de cartes de paiement.

Les opérations intra-russes sur les cartes de tous les systèmes de paiement, y compris les systèmes internationaux, après le 1er avril 2015 sont effectuées par le biais du traitement du centre de paiement et de compensation NSPK (SCCC NSCS).

Les principales activités de NSPK sont la création d'une infrastructure nationale pour effectuer des paiements par carte et l'émission d'une carte de paiement nationale.

Plus d'informations sur l'histoire de l'entreprise

La carte nationale est acceptée dans toute la Russie et vous permet d'effectuer toutes les transactions standard: retirer de l'argent, payer des achats sur des réseaux commerciaux, effectuer des paiements sans contact et mobiles.

En 2017, JSC NSPK a passé avec succès la procédure d'évaluation de la conformité aux exigences de la norme de sécurité des données du secteur international des cartes de paiement (norme de sécurité des données du secteur des cartes de paiement / PCI DSS 3.2).

### **Étapes de la création d'un système de paiement**

JSC "NSPK" comporte trois étapes de développement.

Dans le cadre de la première étape (jusqu'au 31 mars 2015), une plate-forme nationale indépendante des opérations a été créée pour traiter les transactions nationales au moyen de cartes de paiement nationales et internationales. L'interaction entre les acteurs du marché des services de paiement via le centre de paiement et de compensation (FCC) opérationnel de la NSPK utilisant les cartes des systèmes de paiement internationaux a été organisée.

#### **I. Dispositions générales**

1. La stratégie de développement du système national de paiement par carte (ci-après dénommée la stratégie) a été élaborée conformément à la loi fédérale n ° 161-3 du 27 juin 2011 sur le système de paiement national, examinée par le Conseil financier national de la Banque de Russie, approuvé par le Conseil des participants et utilisateurs NSPK.

2. NSPK est conçu pour garantir la fiabilité, la commodité et la disponibilité des cartes de paiement et autres moyens de paiement électroniques fournis aux clients par les participants NSPK conformément aux règles de NSPK ci-après dénommées les instruments de paiement nationaux.

3. La mise en œuvre de la stratégie sera effectuée par l'opérateur NSPC en coopération avec la Banque de Russie, les organismes gouvernementaux intéressés de la Fédération de Russie et les associations professionnelles de participants au marché des services de paiement de détail.

4. La stratégie repose sur l'état actuel du marché des services de paiement de détail en Fédération de Russie:

- maintenir une part importante des règlements en espèces, malgré les taux de croissance élevés du nombre et du volume des transactions effectuées à l'aide de cartes de paiement et d'autres moyens de paiement électroniques ;
- une proportion importante des retraits d'argent aux distributeurs automatiques dans le nombre total de transactions par carte;
- la nécessité d'accroître la transparence des mécanismes de tarification sur le marché des services de paiement de détail, d'accroître la confiance de la population russe dans l'utilisation des cartes de paiement et d'autres PSE;
- le rôle dominant des systèmes de paiement internationaux sur le marché russe des services de paiement de détail;
- l'absence, au niveau national, d'un seul centre spécialisé dans les opérations et la compensation des paiements, fournissant des services de transfert de fonds au moyen de cartes de paiement et d'autres PSE.

## **II. Buts, objectifs et principes du développement de NSPK**

5. Le développement de la NSPC a pour objectif de garantir des services de virement de fonds efficaces, ininterrompus et d'un coût abordable en Fédération de Russie, qui utilisent des instruments de paiement nationaux et internationaux dans des conditions de concurrence avec les systèmes de paiement existants, tout en renforçant la confiance des utilisateurs dans les paiements en espèces.

6. La réalisation des objectifs de développement désignés du PCN sera réalisée grâce à la mise en œuvre des deux fonctions du CLN prescrites par la loi:

- le transfert de fonds à l'aide d'instruments de paiement nationaux;
- fourniture de services d'infrastructure de paiement pour les virements de fonds sur le territoire de la Fédération de Russie au moyen de cartes de paiement internationales

7. Les principales tâches à accomplir pour atteindre ces objectifs sont les suivantes:

- la construction d'une plate-forme nationale indépendante des opérations pour le traitement des transactions effectuées à l'aide de cartes de paiement internationales et d'instruments de paiement nationaux sur le territoire de la Fédération de Russie;
- l'organisation des interactions opérationnelles, de traitement et de compensation entre les acteurs du marché dans la mise en œuvre de leurs transferts de fonds à l'aide de cartes de paiement internationales et d'instruments de paiement nationaux;
- assurer l'émission d'instruments de paiement nationaux;
- promotion des produits et services NSPK sur le marché international.

8. La solution des tâches désignées sera réalisée en respectant les principes suivants:

- la construction d'une plate-forme informatique NSPK, garantissant l'indépendance de l'opérateur NSPK par rapport aux systèmes de paiement internationaux et aux fournisseurs de solutions informatiques pour sa création et son développement et son fonctionnement;
- fournir des services NSPK conformément aux règles NSPK et en tenant compte des normes internationales;

- application prioritaire des technologies russes compétitives assurant le développement d'instruments de paiement nationaux, y compris dans le domaine de la sécurité de l'information;
- fourniture ininterrompue d'un large éventail de services de paiement pratiques et abordables;
- promotion des produits et services NSPK hors de la Fédération de Russie, y compris en coopération avec les systèmes de paiement internationaux et les systèmes de paiement de pays étrangers;
- veiller à l'utilisation de l'infrastructure de la NSPK pour le transfert sur le territoire de la Fédération de Russie des virements de fonds effectués par les participants des systèmes de paiement, au sein desquels les virements sont effectués à l'aide de cartes de paiement, conformément aux règles du NSPK;
- mise au point et promotion de technologies innovantes et de méthodes de transfert d'argent largement applicables sur le territoire de la Fédération de Russie.

### III. Orientations pour la mise en œuvre de la stratégie

9. Dans le cadre de la mise en place d'une plate-forme indépendante sur le plan opérationnel pour le traitement des opérations effectuées à l'aide de cartes de paiement internationales et d'instruments de paiement nationaux sur le territoire de la Fédération de Russie, les mesures suivantes seront mises en œuvre:

- les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement du centre de compensation opérationnel et de paiement (ci-après dénommé FCCU), y compris la mise en place d'interfaces pour son interaction avec l'infrastructure des participants à la NSPK;
- arrangements concernant la fourniture des services OPCC à NSCK pour le traitement des transactions effectuées à l'aide de cartes de paiement internationales et d'instruments de paiement nationaux en Fédération de Russie, notamment acheminement des messages, autorisation des transactions, compensation du paiement, interaction avec le centre de règlement, facilitant le règlement des litiges entre les participants au NSPK, faire rapport aux participants au NSPK et aux autorités de surveillance; les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement du système anti-fraude lors de transactions utilisant des instruments de paiement nationaux;
- activités nécessaires à l'organisation de l'interaction des participants et des partenaires avec l'OPCC;
- les mesures nécessaires pour se conformer aux exigences établies par la Banque de Russie avec le gouvernement de la Fédération de Russie concernant les technologies de l'information appliquées dans le cadre de systèmes de paiement nationaux, y compris l'utilisation des licences requises pour les logiciels élaborées par les organisations russes, exigences relatives aux supports matériels des cartes de paiement, y compris leurs circuits intégrés, ainsi que pour assurer la protection des informations.

10. La mise en œuvre d'instruments de paiement nationaux sera assurée dans le cadre de la tâche suivante:

- la formation d'un modèle économique de NSPK en tant qu'opérateur de système de paiement et le développement d'une gamme d'instruments de paiement nationaux;
- développement et mise en œuvre de l'application de paiement NSPK;
- établissement de normes pour la conception, la numérotation et la fabrication des cartes de paiement NSPK;
- formation d'un ensemble de services connexes;



- mesures visant à assurer l'émission d'instruments de paiement nationaux, la détermination de l'ordre des opérations avec leur utilisation et le contrôle de sa conformité;
- en offrant la possibilité d'utiliser les cartes de paiement fournies aux clients par les participants NSPK conformément aux règles de NSPK, lors de paiements sans numéraire et lors de la réception d'espèces dans toute la Fédération de Russie;
- donner aux participants à la NSPK la possibilité de fournir à leurs clients des instruments de paiement nationaux lorsqu'ils les reçoivent aux dépens des budgets du système budgétaire de la Fédération de Russie, fournir des fonds extrabudgétaires pour les salaires, les retraites, les avantages sociaux, les bourses d'études et les indemnités pour les militaires.

11. Dans le cadre de la promotion des produits et services de NSPK sur le marché international, seront menées:

- Arrangements pour émettre des cartes de paiement cobaging conjointement avec des systèmes de paiement internationaux afin de fournir aux clients de NSPK des opportunités sans entraves pour les détenteurs de cartes de paiement, conformément aux règles NSPK relatives aux paiements sans numéraire et au retrait en espèces à la fois en Fédération de Russie et à l'étranger;
- conclusion d'accords de partenariat avec les systèmes de paiement de pays étrangers sur la gestion mutuelle des instruments de paiement nationaux, notamment dans le but de faciliter la création d'un espace de paiement unique pour les particuliers avec les pays membres de l'Union économique eurasiennne et d'autres associations interétatiques, avec la participation de la Fédération de Russie;
- attirer des participants étrangers afin d'élargir la portée des services d'instruments de paiement nationaux, ainsi que pour la publication éventuelle d'instruments de paiement nationaux en dehors de la Fédération de Russie.

12. Pour les virements de fonds effectués à l'aide de cartes de paiement internationales et d'instruments de paiement nationaux, la Banque de Russie est le centre de règlement du NPC.

13. Pour assurer la stabilité de NSPK sur le marché à long terme, il faudra créer des conditions favorables et faciliter la mise sur le marché des produits et services de paiement actuels et futurs.

14. Dans le processus de mise en œuvre de la stratégie, le rôle principal de l'opérateur NPC est de promouvoir la création de conditions juridiques, technologiques, infrastructurelles et institutionnelles favorables aux participants au NSPK, aux fournisseurs de matériel et de logiciels, aux entreprises de commerce et de services et aux autres parties impliquées, en tenant compte des buts et objectifs du CNPC à mettre sur le marché des produits et services de paiement pertinents et prometteurs. Pour remplir ce rôle, l'opérateur NSPK mènera des activités pour le développement, le support et la maintenance des règles du système de paiement, des recommandations, des résultats de l'activité intellectuelle, ainsi que pour l'organisation de l'interaction avec la communauté professionnelle.

15. L'émergence des produits et services de paiement actuels devrait permettre aux participants à la NSPK et à la population russe d'utiliser des services de paiement modernes faisant appel à des outils de paiement nationaux (y compris ceux impliquant l'utilisation de technologies de transfert d'argent sans contact et mobile, les conditions d'indépendance opérationnelle et la sécurité technologique de NSPK, assurer la compétitivité de la gamme de produits NSPK par rapport au système de paiement international Emam à court et moyen terme.

16. Les actions visant à promouvoir et à créer les conditions propices au lancement de produits prometteurs par les participants au NSPK devraient garantir la compétitivité des NSPK à long terme.

17. La liste des produits et services de paiement actuels comprend:

- Cartes de paiement fournies aux clients par les participants NSPK conformément aux règles de NSPK (règlement (débit), crédit, prépayé);
- la possibilité d'effectuer des transferts d'argent en utilisant les technologies sans contact et sur Internet;
- opérations de traitement effectuées à l'aide d'instruments de paiement nationaux et de cartes de paiement internationales, y compris une interaction avec l'infrastructure des participants à la NSPK et de la Banque de Russie;
- lutter contre les transactions non autorisées et frauduleuses à l'aide d'instruments de paiement nationaux.

18. Les produits et services prometteurs incluent:

- méthodes modernes d'authentification des utilisateurs de cartes de paiement;
- transporteurs innovants d'applications de paiement et moyens de les fournir aux détenteurs de cartes;
- matériel informatique et logiciels de haute technologie pour le transfert de fonds à l'aide d'instruments de paiement nationaux;
- programmes de fidélité nationaux;
- transferts d'argent instantanés entre les clients des participants à la NSPK, fournissant des flux de trésorerie en temps réel;
- autres produits et services demandés par le marché des services de paiement.

19. Les actions visant à mettre en œuvre la stratégie et à mettre sur le marché des services de paiement de masse sur des produits et services de paiement pratiques, pertinents et prometteurs contribueront à la réalisation des objectifs nationaux en matière de:

- augmenter la part des paiements autres qu'en espèces;
- définir des normes nationales pour la sécurité des envois de fonds;
- assurer la sécurité et la sécurité des fonds de la population de la Russie;
- stimuler l'épargne monétaire à long terme de la population sur des comptes bancaires;
- augmenter la littératie financière de la population de la Russie;
- réduction de l'économie souterraine;
- changement structurel sur le marché russe des services de paiement de détail, ce qui a eu pour effet de réduire sa dépendance à l'égard des systèmes de paiement internationaux, ainsi que le développement technologique et la disponibilité accrue de produits de systèmes de paiement locaux.

#### **Iv. Étapes et calendrier de la stratégie**

20. La stratégie devrait être mise en œuvre en trois étapes. Lors de la première étape (jusqu'à la fin du premier trimestre 2015), il est prévu de prendre des mesures pour organiser les activités de l'opérateur NSC, créer la plate-forme technologique NSPC, créer la FCCC, développer et approuver les règles du NPCCS, la politique tarifaire du NPCCS et l'organisation de l'interaction avec la Banque de Russie afin de s'acquitter des fonctions de règlement. Centre NSPK, ainsi qu'avec les acteurs du marché des services de paiement. Le principal résultat de la première étape devrait être la possibilité de fournir des services aux participants du marché des services de paiement par la FSCC afin de traiter les transactions effectuées à l'aide de cartes de paiement de systèmes de paiement internationaux et de mettre en relation les participants du marché. Lors de la deuxième étape (T1 2015 - T4 2015), un ensemble de mesures visant à lancer et à développer les instruments de paiement nationaux est mis en œuvre. Le résultat principal de cette étape devrait être le début de l'émission de votre propre carte de paiement NSPK. La troisième étape (2016 - 2018) prévoit la mise en œuvre de mesures visant à saturer la gamme de produits NSPK

avec les produits et services de paiement actuels, leur promotion et leur développement dans la Fédération de Russie, ainsi que la promotion des instruments de paiement nationaux, ainsi que des services NSPC sur le marché international. Le résultat principal de cette étape devrait être une gamme de produits et de services de paiement NSPK multifonctionnels, permettant à NSPK d'être compétitif par rapport aux systèmes de paiement internationaux.

21. Les principaux indicateurs de la mise en œuvre de la stratégie à la suite des résultats des trois étapes (à la fin de 2018) seront les suivants:

- Assurer une part importante des instruments de paiement nationaux dans le volume total du marché des transferts de fonds nationaux en Russie par des moyens de paiement électroniques.
- Les instruments de paiement nationaux pour les clients des banques qui reçoivent des fonds des budgets du système budgétaire de la Fédération de Russie prévoient des fonds extrabudgétaires pour les salaires, les pensions, les avantages sociaux, les bourses et les allocations monétaires pour le personnel militaire - au moins 85%.

22. Une fois achevées les 20 étapes de la mise en œuvre de la stratégie indiquées au paragraphe 20, il est proposé de définir des mesures permettant de développer plus avant la gamme de produits NSPC avec des produits et services de paiement prometteurs afin de garantir la compétitivité de NSPK à long terme.

Annexe 5 : « Chiffres clés du système de paiement »

	2018		
	1 quarter	2 quarter	3 quarter
Number of payments, millions	154,4	147,6	148,5
of which:			
- □ cash withdrawals	4,4	4,8	5,4
- payments for goods (works, services)	150,0	142,8	143,1
Value of payments, RUR billions	388,2	394,7	437,4
of which:			
- □ cash withdrawals	57,3	61,9	68,2
- payments for goods (works, services)	330,9	332,8	369,1
<i>Transactions carried out in Russia by cards issued by issued by non-resident banks</i>			
Number of payments, millions	25,1	33,7	34,3
of which:			
- □ cash withdrawals	2,9	3,8	3,7
- payments for goods (works, services)	22,2	29,9	30,6
Value of payments, RUR billions	86,6	123,6	131,3
of which:			
- □ cash withdrawals	31,5	34,4	36,2
- payments for goods (works, services)	55,2	89,1	95,1
Number of card accepting devices, thousands (end of period)	2 670,6	2 874,6	2 862,6
- ATMs	188,7	193,2	186,1
- □ electronic terminals	2 464,3	2 663,9	2 658,9
of which installed at POS	2 282,3	2 477,2	2 465,9
- □ imprinters	17,6	17,5	17,6
of which installed at POS	16,6	16,5	16,6
<b>E-money</b>			
Number of electronic payment instruments used for carrying out e-money operations since the beginning of the year, millions (end of	108,6	201,2	280,2
Number of e-money operations, millions	566,7	615,4	508,0
Value of e-money operations, RUR billions	411,1	395,1	417,7
<b>Other payment instruments</b>			
Number, millions	374,4	397,0	402,9
Value, RUR billions	1 588,4	1 767,0	1 796,4